

ABDELMADJID TEBBOUNE
Des enquêtes en cours visent à savoir "qui a fait quoi ?"

« Des forces d'inertie œuvrent contre la stabilité du pays »

P3

ABDELBAKI BENZIANE (MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR)
«La reprise des études universitaires sera à distance, à partir du 23 août »

P2

LIBRE ÉCHANGE
Le décret sur les importations sous franchise des droits de douane abrogé



P5

RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS

Coronavirus, économie et rentrée sociale au menu

P3



WALI DE TAMANRASSET

Il est urgent de développer les zones frontalières

Le wali de Tamanrasset Djillali Doumi, a déclaré hier que le développement et l'amélioration du cadre de vie des populations des zones frontalières est « une urgence » sinon « elles risquent de se vider ». Pour lui assurer des raisons de fixation de ses populations est donc « une nécessité ».

Le wali de Tamanrasset Djillali Doumi qui était, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio Algérienne à l'occasion de la réunion gouvernement-wali, a lancé un appel pour « prendre en charge cette population », qui a toujours existé. Les besoins sont basics, signale-t-il, « tout d'abord, il faut une mise à niveau de tous les territoires en garantissant un enseignement et une prise en charge sanitaire de la population. »

P2

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Joe Biden choisit Kamala Harris, première colistière noire

Dans une décision historique, le candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden a choisi la sénatrice Kamala Harris pour défier avec lui Donald Trump le 3 novembre, première femme noire colistière aux Etats-Unis qui pourrait aussi devenir la première vice-présidente.

A 55 ans, la sénatrice de Californie est aussi la première personne d'origine indienne à briger la vice-présidence des Etats-Unis. "En route pour la victoire", a tweeté Joe Biden, 77 ans, dans la soirée, après une avalanche de réactions positives chez les grands noms démocrates mais aussi les sportifs, avec LeBron James, ou les célébrités comme Taylor Swift.

L'ex-procureure s'est dite "honorée" de cette décision, qui donne un coup de fouet à une campagne largement paralysée par la pandémie de Covid-19.

P9

Régions

EL TARF
Ouverture de 9 plages des dairas d'El Kala et de Ben M'Hidi

P6

TIZI-OUZOU
Mise en service du gaz pour près de 3.000 foyers

P7

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

495 nouveaux cas et 11 décès

P1

COUR D'ALGER

12 ans de prison ferme contre l'ancien DGSN Abdelghani Hamel

P3

UNE SEMAINE APRÈS L'EXPLOSION DE BEYROUTH

Les Libanais enterrent leurs morts et attendent un nouveau gouvernement

P9

Culture

LE 1ER FESTIVAL DU FILM D'AMMAN

Deux films algériens en compétition

P12



Brèves

DÉCONFINEMENT

Les piscines non concernées par la réouverture

Les services du Premier ministre ont annoncé hier mardi que les piscines n'étaient pas concernées, pour l'heure, par la décision de réouverture graduelle et contrôlée des espaces récréatifs et des lieux de plaisance à compter du 15 août prochain, en tant que mesure de levée progressive du confinement imposé par la propagation de la pandémie du Coronavirus. La décision de reprise de ces activités "exclut, pour l'heure, les piscines et autres bassins de natation tant à l'intérieur des hôtels que dans les espaces prévus à cet effet", ont précisé les mêmes services dans un communiqué. Les services du Premier ministre ont arrêté samedi dernier le dispositif de mise en œuvre de la décision portant ouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs, des lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants, dans le respect des protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie Covid-19, rappelle-t-on.

AFFAIRES BAHA EDDINE TLIBA

Le procès reporté au 2 septembre

Le procès de l'ancien député Baha Eddine Tliba a été reporté hier au tribunal de Sidi M'hamed d'Alger au 2 septembre prochain, en raison de l'absence de témoins, a-t-on appris de source judiciaire. Baha Eddine Tliba, qui a été placé sous mandat de dépôt à la prison d'El Harrach en octobre 2019, est accusé notamment de "blanchiment d'argent et financement occulte de partis politiques" et "achat de voix lors des élections législatives de 2017". En septembre 2019, l'Assemblée populaire nationale (APN) avait voté, lors d'une séance à huis clos, la levée de l'immunité parlementaire de Baha Eddine Tliba, suite à une demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux.

WALI DE TAMANRASSET

Il est urgent de développer les zones frontalières

Le wali de Tamanrasset, Djillali Doumi, a déclaré hier que le développement et l'amélioration du cadre de vie des populations des zones frontalières est "une urgence" sinon « elles risquent de se vider ». Pour lui, assurer des raisons de fixation de ses populations est donc « une nécessité ». Le wali de Tamanrasset Djillali Doumi qui était, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio algérienne à l'occasion de la réunion gouvernement-wali, a lancé un appel pour « prendre en charge cette population ». Les besoins sont basiques, signale-t-il, « tout d'abord, il faut une mise à niveau de tous les territoires en garantissant un enseignement et une prise en charge sanitaire de la population. » Pour lui, le minimum de commodités sociales, de l'eau, l'électricité et des routes, doit être assuré, précisant que sans cela, "je vous assure que ces populations ne pourront jamais continuer à exister au niveau de ces grands espaces". Le wali de Tamanrasset estime que les besoins sociaux dépendent des territoires, puisque, ajoute-t-il, chaque région à ses spécificités. "Si on prend le sud par exemple, la priorité est la ressource hydrique qui est nécessaire à l'activité économique et en même temps ça permet aux gens de vivre au niveau de ces espaces rudes. La deuxième priorité, ajoute-t-il, c'est l'enseignement, la santé et les routes. Cela va déterminer la pérennité de ces espaces et de ses populations, estime-t-il, puisqu'on ne peut pas imaginer un déplacement des investisseurs dans ces régions s'il n'y a pas un réseau routier adéquat. Le wali de Tamanrasset estime que sa wilaya peut attirer beaucoup d'investisseurs vu les richesses qu'elle regorge. Il y a des territoires agricoles et des richesses minières sans limites, notamment l'or et le diamant", fait-il savoir, en précisant que Tamanrasset peut devenir un comptoir commercial qui doit s'ouvrir sur l'Afrique. La nouvelle stratégie tracée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui accordait une importance majeure au développement des régions frontalières, afin de réaligner le développement de ces régions, à travers la conjugaison des efforts de l'Etat algérien et la mobilisation de tous ses moyens. L'enjeu d'aujourd'hui est le développement des zones frontalières qui jouissent d'une grande attention et appui de la part du président de la République et ces zones nécessitent un intérêt particulier au vu de leurs spécificités par rapport aux autres régions.

R.N

ABDELBAKI BENZIANE (MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR)

«La reprise des études universitaires sera à distance, à partir du 23 août »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a évoqué lors de son discours prononcé lors de la deuxième réunion Gouvernement – Walis, qui s'est tenue hier au Palais des nations à Alger, les mesures prises pour achever l'année universitaire en cours et préparer la prochaine entrée 2020/2021.



Le ministre a déclaré : «La situation exceptionnelle actuelle, que le pays traverse suite à la propagation de la pandémie du Coronavirus, a affecté le secteur de l'enseignement comme d'autres secteurs et a poussé ce dernier à concevoir des solutions alternatives basées sur l'activation du modèle d'enseignement à distance à travers les médias disponibles. » Il a

souligné que les activités pédagogiques « peuvent être reprises exclusivement sous forme d'enseignement à distance, à partir du 23 août », notant que la reprise des activités éducatives selon le schéma qui sera décidé après la réunion ministérielle prévue le samedi 15 août 2020 ». Le ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique a demandé aux représentants du syndicat de

prendre de nouvelles mesures pour préparer la rentrée universitaire 2020-2021, et de clôturer la précédente. Ces derniers sont appelés à fournir des propositions amélioratives qui contribueront au bon déroulement de la rentrée universitaire, affirmant qu'un protocole, qui contiendra les réformes nécessaires, sera mis en vigueur, afin de préserver la santé des étudiants,

des enseignants et de tout le personnel de l'université, en cette période exceptionnelle de pandémie. Le ministre s'est également prononcé sur de nouvelles démarches qui visent à « améliorer les conditions de travail et à développer ses outils, à travers la consolidation des opérations de formation continue, de recyclage et de sessions de perfectionnement.

R.N

SANTÉ-PRIMES

Des enquêtes pour identifier les responsables des blocages

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier à Alger, que des enquêtes sont en cours pour identifier les responsables des blocages concernant l'octroi des primes incitatives destinées aux travailleurs du secteur de la santé, mobilisés dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (Covid-19). "Des décisions incitatives visant à encourager les travailleurs du secteur de la santé mobilisés contre le coronavirus ont été prises lors du Conseil des ministres", a rappelé le président Tebboune, lors de la rencontre gouvernement-walis. Le chef de l'Etat

s'est interrogé, dans ce sens, sur les motifs du retard (trois mois) accusé dans "l'application de ces décisions concernant l'attribution des primes incitatives destinées exclusivement aux personnels de la santé", relevant le rôle des walis et responsables dans pareille situation. Le président de la République a, à cette occasion, mis en garde contre des "forces d'inertie" qui œuvrent contre la stabilité du pays "avec la complicité de parties au sein de l'administration qui escomptent une situation de chaos", annonçant des enquêtes, en cours, dans ce sens. Ces enquêtes visent

à savoir "qui a fait quoi ?" et "qui bloque ?", a-t-il ajouté. Il a affirmé que l'objectif de ces actes est de "bloquer" le processus de développement entamé par le pays, tout en ordonnant l'application "immédiate" de ces décisions. Le chef de l'Etat a indiqué que ceux qui appréhendent la mise en œuvre des décisions du gouvernement, par crainte de poursuites judiciaires, doivent se mettre à l'évidence qu'ils ne seront pas comptables de leurs actes tant qu'ils seront regardants de la réglementation".

R.N

COUR D'ALGER

12 ans de prison ferme contre l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel

La chambre pénale de la Cour d'Alger a prononcé, hier, une peine de 12 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, dont "blanchiment d'argent", "enrichissement illicite", "trafic d'influence" et "obtention de fongiers par des moyens illégaux". La chambre pénale a également maintenu l'amende de 8 millions DA. La même instance a prononcé des peines de prison contre les fils de l'ancien DGSN, à savoir : 8 ans de prison ferme pour Amiar, 6 ans de prison ferme pour Chafik et 5 ans de prison ferme pour Mourad. Sa fille Chahinaz a été condamnée à deux (2) ans de prison, dont une année avec sursis. Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait prononcé, en début

du mois d'avril dernier, une peine de quinze (15) ans de prison ferme contre l'accusé, Abdelghani Hamel, assortie d'une amende de 8 millions de dinars algériens (DA). Son fils Amiar Hamel avait écopé d'une peine de dix (10) ans de prison ferme et d'une amende de six (6) millions de DA. Son fils Chafik avait lui été condamné à huit (8) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA et son fils Mourad à sept (7) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. Sa fille Chahinaz avait, elle, été condamnée à trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. L'épouse de l'ancien DGSN, Annani Salima, avait, quant à elle, écopé de deux (2) ans de prison ferme et d'une amende d'un million de DA. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les deux

anciens ministres, Abdelmalek Boudiaf et Abdelghani Zaalane, en leur qualité d'anciens walis d'Oran, à trois ans d'emprisonnement ferme et à une amende d'un million de DA. De même qu'il avait condamné l'ancien wali de Tlemcen, Bensebane Zoubir, à 3 ans d'emprisonnement, l'ancien wali de Tipaza, Moussa Ghellai, à 5 ans de prison ferme et une amende d'un million de DA et l'ancien directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Hussein Dey, Mohamed Rhaimia, à 3 ans de prison ferme et une amende de 500 000 dinars. Le tribunal avait, également, infligé une amende de 32 millions de DA aux entreprises appartenant à la famille Hamel, avec la confiscation de tous les biens et biens mobiliers.

R.N

RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS

Coronavirus, économie et rentrée sociale au menu

Les travaux de la réunion gouvernement-walis ont débuté hier à Alger. Cette réunion, la deuxième du genre, durant l'année en cours après celle organisée la mi-février dernier, se tient au Palais des nations (Club des Pins), sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, des membres du gouvernement, des cadres centraux et locaux et des élus.



La rencontre se focalise principalement sur l'évaluation des étapes de mise en œuvre du développement des zones d'ombre, l'évaluation de la mise en œuvre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie COVID-19, le développement économique local, la numérisation, les statistiques et la lutte contre la bureaucratie ainsi que les préparatifs de la rentrée sociale et de la sécurité des biens et des personnes. Ces thèmes sont débattus dans le cadre des ateliers interactifs, au niveau du Centre international des conférences, regroupant différents participants et qui seront modérés par les walis d'une manière continue tout au long de cette rencontre. Tout en souhaitant prompt rétablissement aux 4 walis contaminés au coronavirus, le

chef de l'Etat a loué les efforts de certains walis dans la lutte contre la propagation du Covid-19, affirmant, en revanche que de tels efforts n'avaient pas été enregistrés dans d'autres wilayas. "Des efforts, qui malheureusement, n'ont pas été palpables dans d'autres wilayas, parfois même dans l'intérêt à accorder au citoyen et à son environnement et dans la réalisation de ce qui était tracé pour l'amélioration du niveau de vie de millions de citoyens, vivant encore dans des zones d'ombre et presque à une autre époque comme s'il s'agissait là d'un destin scellé", a-t-il déploré. Et d'ajouter : "Nous avons, ces six derniers mois, concentré le plus grand effort sur la lutte contre un facteur imprévisible, en l'occurrence la pandémie Covid-19 que nous avons pu, Dieu merci, garder

sous contrôle grâce à nos scientifiques et nos médecins et à notre armée blanche de médecins, de paramédicaux et autres personnels de la santé". La prise en charge des préoccupations locales, a affirmé le chef de l'Etat à l'adresse des walis, "est au cœur de vos principales missions dans le cadre de l'édification de l'Etat de Droit et la plus urgente, à l'heure actuelle, c'est le suivi quotidien de l'évolution de la situation sanitaire sur le terrain, dès samedi prochain, afin de pouvoir intervenir rapidement au besoin en vue de juguler la propagation de la pandémie, même si cela doit passer par un nouveau confinement sanitaire". Dans ce contexte, le chef de l'Etat a souligné le lien entre la maîtrise de la situation sanitaire, en attendant l'acquisition du vaccin adéquat et la réunion des

conditions propices à la mise en œuvre du Plan de la relance socio-économique. Le Président Tebboune a rappelé, à ce propos, les décisions du Haut Conseil de sécurité et du Conseil des ministres portant déconfinement partiel "devenu nécessaire pour l'économie nationale et pour le moral des citoyens", a-t-il dit, appelant les walis à prendre les décisions qui s'imposent au regard de l'évolution de la situation sanitaire au niveau de chaque wilaya. A l'issue des travaux, étalés sur deux jours (12 et 13 août), la rencontre devra déboucher sur une série de recommandations opérationnelles susceptibles de transformer la vision des pouvoirs publics en actions concrètes de développement dans tous les secteurs.

Synthèse : Aziz T.

ABDELMAJID TEBBOUNE

Des enquêtes en cours visent à savoir "qui a fait quoi ?"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé hier à Alger, que les décisions de mettre fin aux fonctions d'un certain nombre de responsables locaux, représentent "le début" d'un processus consistant à exiger des comptes à ceux qui ont fait montre de "passivité" en matière de prise en charge des préoccupations et des problèmes des citoyens dans les zones d'ombre. "Des décisions partielles ont été prises (...) pour mettre fin aux fonctions de certains responsables locaux. Il ne s'agit que d'un début car nous tiendrons pour responsables tous ceux qui ne parviennent pas à prendre en charge et résoudre les problèmes des citoyens", a affirmé le président de la République dans une allocution prononcée, hier, à l'ouverture de la rencontre Gouvernement-Walis. Fustigeant des "forces d'inertie" œuvrant contre la stabilité du pays et qui escomptent une situation de chaos dans le pays, le Président s'est dit "ne pas comprendre qu'en 2020 et malgré le mouvement du Hirak béni et toutes les décisions prises par l'Etat pour soulager le quotidien des citoyens, des images horribles, dont se plaignaient les citoyens ces dernières années, demeurent encore". A ce propos, le président de la République a estimé que ces comportements constituent "une continuation du discours négatif prôné par la bande". Il a également relevé l'existence de "complicités à l'intérieur de l'Administration et que des enquêtes dans ce sens sont en cours". Ces enquêtes visent à savoir "qui a fait quoi ?" et "qui bloque ?", a-t-il ajouté. Pour rappel, le président de la République avait signé le 8 août en cours des décrets portant fin

à fonctions de plusieurs chefs de Dairas et suspension pour enquête de nombre de présidents d'Assemblée populaire communale (PAPC) pour non réalisation de projets tracés dans les zones d'ombre.

LA SOCIÉTÉ CIVILE : PREMIÈRE ALLIÉE

Prenant, encore une fois, ses distances avec les partis politiques, surtout les anciens de l'alliance présidentielle version Bouteflika, Abdelmadjid Tebboune renouvelle son "appartenance politique" à la société civile. Pour lui, elle demeure son "premier allié" pour concrétiser "l'édification de l'Etat". "J'exige, pour la énième fois, pour qu'on associe la société civile et à l'aider à s'organiser", a affirmé le Président dans une allocution prononcée à l'ouverture de la rencontre gouvernement-walis, soulignant "qu'elle (la société civile) demeurerait le premier allié pour concrétiser l'édification de l'Etat". Le président de la République a également ordonné aux walis et aux élus locaux à "fournir tous les encouragements, les facilités et l'assistance nécessaires aux associations de la société civile qui souhaitent s'organiser et se structurer au niveau national, étatique ou régional". Pour rappel, le Président Tebboune avait salué, à plusieurs reprises, le rôle "important de la société civile dans la résolution des problèmes quotidiens des citoyens", réitérant : "J'insiste sur la société civile parce qu'elle est honnête. Je suis très enclin au Mouvement associatif qui se soucie des préoccupations quotidiennes des citoyens."

« DES FORCES D'INERTIE ŒUVRENT CONTRE LA STABILITÉ DU PAYS »

Dénonçant des « forces d'inertie » qui œuvrent à semer le désordre et à créer l'instabilité en Algérie, le chef de l'Etat a affirmé que l'Etat "saura contrer" toute manœuvre visant à susciter la colère populaire à travers des contestations "fomentées". « Il y a des forces d'inertie qui œuvrent contre la stabilité du pays et espèrent toujours parvenir à une situation de chaos dans le pays », a accusé le chef de l'Etat, rapporte l'agence officielle. « Il y a un complot contre la stabilité du pays (...) Il y a des gens que la stabilité n'arrange pas, ils espèrent toujours revenir en force. Ils rêvent. Le peuple est sorti dans la rue. Le train a démarré, personne ne peut l'arrêter », a-t-il dit, affirmant que « 80 % des citoyens sont contents de la stabilité sociale ». Le président Tebboune a ensuite évoqué la nouvelle affaire Ali Haddad, relative au contrat de lobbying conclu par une représentante de l'ex-président du FCE, avec une société américaine, dont le patron est réputé proche de Donald Trump. « Ils sont en prison, et leurs millions de dollars sont distribués à l'étranger. Qui a donné les ordres ? Qui a sorti ces millions de dollars ? Le peuple doit savoir », a dit le président Tebboune, en affirmant que « les choses vont s'améliorer quotidiennement. » « Les responsables étaient désignés au téléphone, avec des sacs d'argent, dans la nuit (...), a-t-il encore dénoncé, en ouvrant la porte de la « repentance aux égarés, qui ont été trompés ».

Synthèse : Abir N.

Brèves

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Tebboune appelle à se préparer au référendum

Même si la révision de la Constitution est encore en phase de collecte des propositions, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé les membres du Gouvernement et les walis réunis, hier à Alger, à se préparer à l'étape du référendum sur l'avant-projet de révision de la Constitution. Dans son allocution à l'ouverture de la réunion Gouvernement-walis au Palais des nations, Tebboune a déclaré : « je vous invite, dès maintenant, à vous préparer à l'étape du référendum (sur l'avant-projet de révision de la Constitution), afin de garantir les meilleures conditions et moyens matériels et psychologiques à même de permettre au citoyen d'avoir son mot à dire sur l'avenir de son pays », adressant ses remerciements « à tous ceux qui ont contribué à l'enrichissement de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution parmi les personnalités nationales, les partis politiques, les syndicats, les associations civiles, les enseignants universitaires et autres ».

Le Président Tebboune a réaffirmé, dans ce sens, que « le changement revendiqué par le Hirak populaire est certes un changement pacifique, mais radical qui passe par la Constitution, le socle de l'Etat », soulignant que « le changement ne doit pas s'opérer au sein des bureaux ou être l'apanage d'un certain groupe mais émaner du peuple qui aura le dernier mot et toute la liberté de valider ou de refuser la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution ». En cas de refus, « l'ancienne Constitution sera reconduite, avec la détermination d'opérer le changement », a soutenu le Président Tebboune. Les partisans de la période de transition et les comploteurs d'autres rives ont tort puisque le train est déjà en marche et ne reviendra pas en arrière, a-t-il affirmé. Après avoir exprimé l'ambition d'élaborer "une Constitution consensuelle", le président de la République a annoncé qu'un "texte sera prochainement publié englobant les propositions de tous et chaque article inclura toutes les propositions, pour, à la fin, prendre en compte les propositions de la majorité". Une fois cette opération finalisée, a-t-il poursuivi, l'amendement de la Constitution deviendra "un projet", mais actuellement, "nous sommes toujours à la phase de la collecte des propositions".

R.N

Brève

MASQUE

Les meilleurs et les pires

Certains ne jurent que par eux. D'autres les trouvent dangereux. L'efficacité des masques pourrait désormais être évaluée grâce à un dispositif simple et peu coûteux, mis au point par une équipe de chercheurs, dont ils se sont servis pour tester 14 « masques » différents, du FFP2 au bandana reconverti. Les masques faciaux réduisent-ils l'émission de micro-gouttelettes de salive ? Et donc la propagation du coronavirus ? Bien que leur utilisation semble définitivement nécessaire pour endiguer la progression du SARS-CoV-2, ces questions continuent de faire couler beaucoup d'encre. En espérant trancher le débat, des chercheurs ont mis au point un dispositif pour tester l'efficacité desdits masques. Grâce à une boîte, un laser, un objectif, un miroir, et une caméra de téléphone portable. L'ensemble permettant de visualiser les micro-gouttelettes émises dans l'air. « Nous avons confirmé que lorsque les gens parlent, de petites gouttelettes sont expulsées », commente Martin Fischer, coauteur de l'étude parue dans Science Advances. Dès lors, nul besoin de tousser ou d'éternuer pour propager le coronavirus. Ce qui exhorte à porter un masque. Mais lequel ? Chirurgical, fait maison, improvisé... Quatorze d'entre eux ont été évalués.

N'importe quel masque vaut-il mieux qu'aucun masque ?
Le masque dit FFP2 en est ressorti grand gagnant. Suivi de près par le masque chirurgical et celui en polypropylène (avec ou sans coton). De façon rassurante, les masques faits maison en coton ont aussi montré leur efficacité. Moindre que celle des masques officiels, mais suffisante pour confirmer leur intérêt. « Si tout le monde portait un masque, nous pourrions arrêter jusqu'à 99 % de ces gouttelettes avant qu'elles n'atteignent quelqu'un d'autre », estime Eric Westman. Tout en admettant que « l'idée que "n'importe quoi vaut mieux que rien" n'est pas vraie ». Puisque les bandanas et cache-cou ont semblé contre-productifs... Non seulement ils ne bloquaient les micro-gouttelettes que de manière faible et aléatoire, mais les tissus paraissaient briser les particules en particules plus fines. Qui restent plus longtemps dans l'air, et se propagent plus facilement. Le dispositif de test était simple et peu coûteux, les chercheurs souhaitent « encourager les tests de matériaux, de masques, de prototypes ». D'autant plus qu'en « l'absence de vaccin ou de médicament antiviral, [le masque] est le seul moyen éprouvé de protéger les autres ainsi que vous-même », affirme Eric Westman.

Source : Futura science

VACCIN RUSSE

L'OMS discute avec Moscou de la pré-qualification

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autorités sanitaires russes discutent du processus de pré-qualification éventuelle par l'OMS d'un nouveau vaccin anti Covid-19 nouvellement approuvé par Moscou, a déclaré mardi un porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.



Selon les médias, le président russe Vladimir Poutine a annoncé mardi que la Russie avait développé le premier vaccin contre le nouveau coronavirus, après moins de deux mois de tests sur les êtres humains. « Nous sommes en contact étroit avec les autorités sanitaires russes et des discussions sont en cours concernant une éventuelle préqualification du vaccin par l'OMS », a déclaré un porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic, lors d'un point de presse virtuel à Genève. Le responsable onusien, a indiqué par ailleurs que « la préqualification de tout vaccin comprend l'examen et l'évaluation rigoureux de toutes les données requises en matière de sécurité et d'efficacité » lors des essais cliniques. Et au niveau de l'OMS, ce processus serait le même pour tout candidat vaccin. De plus, « chaque pays dispose d'organismes

nationaux de régulation qui approuvent l'utilisation de vaccins ou de médicaments sur son territoire », a indiqué M. Jasarevic. « Les fabricants demandent à bénéficier de la préqualification de l'OMS parce que c'est une sorte de label de qualité ». Pour obtenir ce label de qualité, il y a donc un examen et une évaluation de toutes les données requises sur la sécurité et l'efficacité qui sont recueillies lors des essais cliniques. En sus des validations accordées dans chaque pays par les agences nationales, l'OMS a mis en place un processus de préqualification pour les vaccins mais aussi pour les médicaments. Un projet des vaccins candidats est maintenu et mis à jour chaque semaine sur le site web de l'OMS. Il existe actuellement plus de 160 vaccins candidats, a expliqué M. Jasarevic.

Parmi les 26 candidats qui sont au stade des essais cliniques à travers le monde, six avaient atteint fin juillet la phase 3 des essais cliniques, qui implique des tests plus étendus chez l'être humain. Il s'agit de trois candidats vaccins développés par des laboratoires chinois, deux américains et un britannique. Plus largement, le porte-parole de l'OMS s'est dit encouragé par la rapidité avec laquelle plusieurs vaccins candidats ont été développés. Il espère « que certains de ces vaccins se révéleront sûrs et efficaces ». Il a toutefois averti que pour l'heure « il est vital d'appliquer des mesures de santé publiques qui fonctionnent ». « Nous devons continuer à investir dans le développement de vaccins et de traitements qui nous aideront à réduire la transmission à l'avenir », a conclu le porte-parole de l'OMS.

R.N

SOINS DENTAIRES/COVID-19

L'OMS appelle les professionnels à "minimiser" les risques de transmission

Inquiétude de l'impact du Covid-19 sur les soins dentaires à travers le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a édicté mardi, quelques principes à destination des professionnels pour "minimiser" les risques de transmission, appelant à éviter les procédures générant des aérosols, et trier les patients. "L'OMS suggère d'éviter ou minimiser toutes les procédures générant des aérosols, très répandues en dentisterie (équipements à haute vitesse, à ultrason, à pulvérisation, etc.)", a déclaré le Dr Benoît Varenne, du Programme de santé bucco-dentaire de l'OMS lors d'une visio-conférence. Dans ses recommandations aux autorités de la santé et aux personnels du secteur, l'organi-

sation onusienne donne des conseils techniques pour minimiser ces procédures lorsqu'elles sont indispensables (aspiration rapide, climatisation adéquate...) Pour autant, l'OMS met également l'accent sur l'importance des soins dentaires, trop souvent laissés-pour-compte de la santé car "chers" et "non inclus dans les soins de santé universels dans de nombreux pays", selon Dr Varenne. "Les maladies dentaires sont un fardeau de santé négligé dans de nombreux pays. Elles sont sources de souffrance, d'isolement social, et même de décès", comme le noma, une forme de gangrène du visage qui affecte principalement les enfants souffrant de malnutrition, d'un mauvais état de santé

général et d'une mauvaise hygiène bucco-dentaire, a souligné le responsable du Programme de santé bucco-dentaire de l'OMS. "On estime que près de 3,5 milliards de personnes sont touchées par des affections bucco-dentaires. Plus de 500 millions d'enfants ont des caries", a-t-il rappelé. Or, dans ce contexte déjà difficile, "les services de santé bucco-dentaire sont fortement affectés" par la pandémie de Sars-Cov-2, beaucoup ayant fermé face aux risques encourus par les personnels du secteur, tandis que la demande de soins chutaient avec des patients "ayant peur" d'y recourir. "75% des Etats membres de l'OMS ont répondu dans une enquête que leurs services den-

taires avaient été partiellement ou complètement perturbés". Forte de ce constat, l'OMS préconise de mettre en place des systèmes de consultations à distance pour juger de l'urgence des soins, suggérant que ceux "non essentiels" (contrôles, nettoyages, soins préventifs) "soient retardés". Elle enjoint aussi de communiquer sur l'hygiène indispensable à une bonne santé dentaire (brossage, nutrition, avertissements contre le sucre, le tabac, l'alcool) et d'observer des protocoles stricts pour les consultations physiques (distanciation, équipements, stérilisation et désinfection systématique entre deux patients, aucun accompagnateur dans le cabinet).

R.N

... La France n'y croit pas

Le ministre de la santé français Olivier Véran a souligné mardi que la France et les Européens sont "dans l'attente de grands laboratoires pour disposer d'un vaccin", alors que la Russie a affirmé avoir développé le "premier vaccin" contre le coronavirus. "Je n'ai pas à donner ma confiance à ce vaccin russe", s'est borné à dire le ministre français interrogé sur les annonces du président russe Vladimir Poutine. "Nous ne sommes pas dans la démarche d'un médecin français, nous sommes dans une démarche européenne (...) qui travaille avec tous les grands laboratoires pour faire en sorte que nous ayons accès à un vaccin", a-t-il ajouté lors d'un déplacement dans la station balnéaire de la Grande-Motte, près de Montpellier, dans le sud de la France. "Pour l'instant, de ce que j'ai à connaître des études scientifiques qui sont parues, nous sommes dans l'attente de grands laboratoires pour disposer d'un vaccin", a-t-il insisté. "Jes-père évidemment qu'il arrivera le plus tôt possible. Certains nous parlent d'automne, d'autres nous parlent du premier semestre 2021", a-t-il ajouté. Vladimir Poutine a affiché son ambition de mettre en production dès septembre ce qu'il présente comme le "premier" vaccin contre le coronavirus, baptisé "Sputnik V", mais pour l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cette affirmation doit encore être vérifiée indépendamment et scientifiquement. "L'ensemble des pays européens sous l'égide de la commission européenne, travaillent avec tous les laboratoires pour que dès qu'un laboratoire aura un vaccin qui aura fait ses preuves, nous puissions immédiatement en faire bénéficier non seulement la population française, mais aussi la population européenne, ainsi que les pays n'ayant pas forcément accès au marché des vaccins", a déclaré M. Véran. Le ministre allemand de la Santé a émis des doutes mardi sur "la qualité, l'efficacité et la sécurité" du vaccin contre le nouveau coronavirus annoncé par Vladimir Poutine.

R.N

COMMERCE

Un portail dédié au dépôt des comptes sociaux

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a présidé mardi en compagnie du ministre délégué chargé de Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, la cérémonie du lancement d'un portail sur le site du Centre national du registre du commerce (CNRC) dédiée aux entreprises pour le dépôt des comptes sociaux.



Lors d'une conférence de presse animée au siège du CNRC, M. Rezig a indiqué que le lancement de ce portail sur le site "Sidjilcom" s'inscrit dans le cadre des efforts de numérisation du secteur du Commerce, rappelant la création de plusieurs applications pour moderniser le secteur et éradiquer la bureaucratie. Soulignant le gain de temps que permettra ce nouveau service en termes de déplacements physiques, M. Rezig a précisé que ce portail offre aux opérateurs la possibilité de publier leurs comptes avec paiement des frais de la publication. Pour encourager les opérateurs économiques à utiliser ce portail, une réduction des frais de publication est offerte en cas de dépôt électronique, a-t-il ajouté. A ce propos, le ministre a fait savoir que si le dépôt des comptes sociaux "en ligne" reste facultatif pour l'exercice 2020, il le sera obligatoire à partir de 2021. Par ailleurs, le ministre a annoncé que l'inscription au Registre du commerce (demande et délivrance du Registre) sera bientôt via le portail électronique pour toutes les wilayas du pays. Mettant en avant les efforts de son département en matière de modernisation et numérisation du secteur, M. Rezig a cité le système informatique mis en place pour le suivi des opérations d'approvisionnement du marché en lait subventionné (sachets) qui a permis, en collaboration avec les services du ministère de l'Agriculture, de détecter les points faibles et les

dysfonctionnements dans la chaîne de production et de distribution. Il a rappelé, en outre, le système de contrôle et de répression de la fraude aux frontières qui assure la traçabilité des conteneurs de marchandises, dès leur sortie du port jusqu'à leur arrivée à destination. Evoquant le système informatique encadrant la gestion des opérations de répression de la fraude, M. Rezig a indiqué que "l'expérience a été lancée, l'an dernier, à Alger. Nous comptons procéder à son évaluation avec le Centre du registre de commerce avant sa généralisation en 2021 à travers 48 wilayas (...). A l'avenir, l'agent de contrôle comptera sur sa tablette électronique pour accomplir ses missions". Entre autres mesures visant à moderniser le secteur, le ministre du Commerce a rappelé l'opération de contrôle des produits de large consommation et leurs prix moyens à travers toutes les wilayas du pays ainsi que le système informatique d'alerte pour les produits à risque pour le consommateur. Concernant l'encouragement des exportations dans le cadre de la diversification de l'économie nationale, le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a souligné que son département œuvre à renforcer et à accompagner l'exportation, saluant la création d'une commission d'écoute au profit des exportateurs au niveau du ministère et la mobilisation des moyens pour leur accompagnement et leur encouragement. En janvier

2020, un total de 8 225 factures d'importation en attente de remboursement de frais de transport entre 2016 et 2019 ont été enregistrées, a-t-il indiqué, précisant que ces dossiers ont été régularisés dans un délai de trois mois. "Nous nous sommes rattrapés et sommes sur le point de rembourser les factures d'importation de 2020, ce qui permet d'améliorer la situation financière des entreprises qui activent dans ce domaine", a-t-il rassuré. Concernant les postes frontaliers du Sud pour la relance du Commerce extérieur avec les pays voisins, il a déclaré que le ministère du Commerce a créé, à cet effet, une commission qui coordonne actuellement avec le ministère de l'Énergie pour le lancement de projets de distribution du carburant et du gaz au Mali et au Niger. A une question sur le dégel de l'exportation à l'exception des produits subventionnés ou ceux dont la production nécessite des produits subventionnés, M. Bekkai a précisé que la décision du gel a été prise suite à la conjoncture sanitaire. Toutefois, nous avons enregistré un excédent de certains produits, c'est pourquoi nous avons rouvert l'exportation aux opérateurs économiques. "Une cellule de veille" œuvre, en coordination avec tous les secteurs, à garantir la stabilité du marché et éviter que l'exportation se fasse au détriment des besoins du marché national.

R.E

Brèves

LIBRE CHANGE

Le décret sur les importations sous franchise des droits de douane abrogé

Les modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre change, prévues dans le décret exécutif numéro 10-89 de 2010, ont été abrogées par un nouveau décret paru au dernier Journal officiel (JO). Le nouveau décret exécutif (n° 20-206) stipule l'abrogation des dispositions du décret 10-89 du 10 mars 2010, modifié et complété, fixant les modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre-échange. L'article 2 du décret 10-89 oblige toute personne morale exerçant une activité de production ou commerciale, conformément à la législation et la réglementation en vigueur à formuler une demande de franchise des droits de douane, avant toute opération d'importation. Il est entendu par demande de franchise des droits de douane le document préalable à toute opération d'importation en franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre-échange, précise l'article 3 de ce décret. La direction régionale du commerce, territorialement compétente, accorde "le visa de franchise des droits de douane" dans un délai de 30 jours à partir de la date de dépôt de la demande, selon les termes de l'article 6 du nouveau texte réglementaire. Notons que le visa de franchise est valable pour une durée de 6 mois et renouvelable dans les mêmes conditions.

APS

ENERGIE

Attar examine les opportunités de partenariat avec l'ambassadeur saoudien

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a reçu à Alger au siège de son département ministériel l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite en Algérie, Abdelaziz Ben Ibrahim Hamad El Omairini, avec lequel il a examiné les opportunités de partenariat et d'investissements dans le domaine de l'industrie énergétique, a indiqué un communiqué du ministère. M. Attar a tenu à exprimer, à cette occasion, ses vifs remerciements au Royaume d'Arabie saoudite et notamment au ministre de l'Énergie saoudien, Abdel Aziz ben Salmane, pour les efforts déployés dans le cadre des discussions entre les pays producteurs de l'OPEP et non OPEP afin d'assurer la stabilisation du marché pétrolier, dans l'intérêt des pays producteurs et consommateurs, a précisé la même source. Pour sa part, l'ambassadeur saoudien a félicité M. Attar pour sa nomination en tant que ministre de l'Énergie, tout en exprimant la disponibilité de son pays à renforcer davantage la coopération entre les deux pays, a ajouté le communiqué. L'ambassadeur saoudien a, également, mis en avant "le rôle important et les efforts déployés par l'Algérie, en sa qualité de président de la Conférence de l'OPEP, visant à réusir le dialogue au sein de l'OPEP pour la stabilisation du marché pétrolier". "Les deux parties se sont félicitées de la constance des relations traditionnelles entre les deux pays frères et ont passé en revue l'état des relations de coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie ainsi que les voies et moyens de leur renforcement dans leur intérêt mutuel", a noté le document. Ils ont exprimé, à cette occasion, leur volonté d'explorer les opportunités de partenariat, d'investissements et de partage d'expériences sur toute la chaîne de l'industrie énergétique notamment la pétrochimie et également dans le domaine du dessalement d'eau de mer au regard de l'expérience avérée de la partie saoudienne dans ces domaines. A cet effet, il a été convenu d'un échange de visites entre les experts des deux pays pour s'enquérir de près des opportunités de partenariat et d'investissement, a conclu le communiqué.

R.E

START-UP

Plusieurs projets de «parcs technologiques» à l'étude

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Start-up, Yacine El Mahdi Oualid, a affirmé mardi à Sétif que "plusieurs projets de réalisation de parcs technologiques à travers les multiples régions du pays sont actuellement à l'étude". "La création de ces parcs technologiques en dehors d'Alger répond au fait que la créativité et l'innovation existent à travers tout le pays", a précisé le ministre délégué au cours de sa visite d'inspection à nombre de start-up locales, notant que "jusque-là, les incubateurs et les centres technologiques étaient concentrés à Alger". "La création de ces parcs contribuera à l'avenir à ouvrir la voie aux jeunes pour l'investissement dans le domaine des technologies nouvelles et la concrétisation de leurs idées", a assuré Yacine El Mahdi Oualid, affirmant que "des facilités multiples au profit des start-up seront annoncées dans les prochains jours". Il a

aussi souligné que "son département ministériel a été essentiellement créé pour aider les jeunes talents à s'engager dans l'économie de la connaissance", ajoutant que "les jeunes Algériens jouissent de beaucoup d'intelligence et de talents comme le prouvent les diverses start-up qui ont affirmé leurs compétences constituant par leurs projets innovants un modèle pour les autres". Le ministre délégué a, en outre, inscrit la série de ses visites aux wilayas dans le cadre du soutien aux jeunes et de la connaissance des start-up innovantes de chaque région et a exprimé sa satisfaction et sa fierté des réalisations accomplies par ces entreprises dans le soutien à l'économie nationale. Au début de sa visite dans la wilaya, M. Yacine El Mahdi Oualid a visité dans la ville d'El Eulma une start-up de développement de programmes informatiques qui propose pour le secteur de la santé des solutions innovantes combinant technologies nouvelles et

intelligence artificielle. Dans la commune El Ouricia (Nord de Sétif), il a inspecté un laboratoire de fabrication de réactifs laboratoires pour le marché local, régional et national créé dans le cadre du dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC). Le ministre délégué s'est également rendu au centre de programmation robotique de la cité El Kasria de la ville de Sétif, créé en 2019 et agréé par la Fédération internationale de robotique et l'Institut international du commerce et du management. Le ministre délégué a visité au terme de sa tournée de travail une exposition sur les activités innovantes d'une dizaine de start-up tenue à la maison de la culture Houari-Boumediène avant de présider une réunion avec les propriétaires de ces start-up consacrée à leurs préoccupations axées essentiellement sur la nécessité de lever les entraves administratives et bureaucratiques.

APS

FEUX DE FORÊTS À BOUIRA

Lancement d'une nouvelle campagne de sensibilisation

Une nouvelle campagne de sensibilisation sur les risques des feux de forêts, a été lancée mardi à Bouira, par les services de la protection civile avec la participation de la Conservation locale des forêts, a indiqué le chargé de la communication de la protection civile, le Sous-lieutenant Youcef Abdat.

Il s'agit d'une nouvelle campagne qui a été lancée à partir de l'unité de la protection civile de la ville de Haizer. Cette opération de sensibilisation durera une semaine avec la participation des services des forêts», a expliqué à l'APS le Sous-lieutenant Abdat.

Durant cette campagne, les services de la protection civile et des forêts sensibiliseront les habitants des villages sur les dangers pouvant provenir des incendies de forêts.

"Le risque est majeure notamment en cette période de canicule. Notre faune et flore sont en danger. Nous devons tous être conscient de cette menace qui guette aussi nos vies", a expliqué un officier de la protection civile à un groupe de citoyens de Haizer. Les participants à cette campagne qui touchera toutes les communes de la wilaya, ont choisi les villages montagneux surplombant la ville de Haizer pour entamer leur travail de sensibilisation notamment dans cette région, où les incendies ont ravagé une grande partie du couvert végétal.



"L'objectif de cette campagne est de renforcer davantage les efforts de lutte contre les incendies ainsi que de protéger le patrimoine végétal du pays", a souligné le Sous-lieutenant Abdat.

Cette année, les feux de forêts se sont multipliés mettant à rude épreuve les services de la protection civile.

Depuis le début du mois de juin, la wilaya de Bouira a enregistré 365 incendies, qui ont décimé plus de 211 hectares de forêts, et 75 ha de céréales, ainsi que 12 678 arbres fruitiers et 776 autres hectares de broussailles, selon un bilan de la protection civile.

Le dernier incendie de forêt a été enregistré à Lakhdaria (Ouest de Bouira), où les flammes ont ravagé deux unités d'élevage avicoles, ainsi que 150 oliviers et 100 oranges. L'incendie a causé de grosses pertes aux agriculteurs de cette région connue pour son élevage avicole.

FEUX DE FORÊTS À MÉDÉA

Plus de mille hectares endommagés depuis la mi-juin

Plus de 1.000 hectares de couvert végétal ont été parcourus par les flammes, à travers les différentes communes de la wilaya de Médéa, depuis la mi-juin, a indiqué, mardi à l'APS, un responsable de la conservation locale des forêts.

Selon Ahmed Salem, chef de service de protection du patrimoine forestier, 115 foyers d'incendies ont été recensés, durant cette période, occasionnant la perte de pas moins de 1010 hectares de forêts, de maquis, de broussailles, ainsi que d'importantes parcelles de plantations arboricoles. Les communes du nord-est de la wilaya, en l'occurrence El-Aissauia, Tablat, Ma-

ghraoua, Mezghena, Baata, ont été les plus affectées par ces incendies de forêts, dont de grandes parcelles du couvert végétal ont été réduites en cendre, en raison de la violence des incendies et la difficulté d'accès aux zones de sinistres, a-t-il expliqué.

La partie est, principalement les communes de Souagui, Djouab, Kef-Lakhdar et Berrouaghia, a été également touchée par ces incendies qui ont nécessité la mobilisation, de jour comme de nuit, de nombreuses équipes d'intervention pour les circonscrire et protéger des superficies plus importantes de forêts ou de maquis, a ajouté Ahmed Salem. Outre leur engagement permanent sur le ter-

rain de la lutte contre les feux de forêts, des équipes pédestres de la conservation des forêts ont entamé, depuis plusieurs jours, des actions de sensibilisation de proximité au profit des riverains des zones forestières et des citoyens, signale ce responsable.

Ces équipes pédestres ont pour mission de sillonner les zones boisées, situées à la périphérie des villes ou proches des routes où transitent des milliers d'automobilistes, dans le but de surveiller ces zones et rappeler, aussi bien aux riverains qu'aux citoyens de passage, les précautions à prendre et les règles à suivre pour éviter tout départ de feu, a-t-il noté.

Brèves

TIZI-OUZOU

Mise en service du gaz pour près de 3.000 foyers

Près de 3.000 foyers, répartis sur plusieurs localités de la wilaya de Tizi-Ouzou, vont bénéficier d'une mise en service de gaz naturel durant ce mois d'août, a indiqué mardi, la direction locale de distribution d'électricité et de gaz.

Les 2.929 bénéficiaires de ces nouveaux raccordements ayant nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 116 Km, sont répartis sur les communes de Tirmatine, Azeffoune, Ait Aissa Mimoun, Maatkas, Mkira, selon un communiqué de cette même direction.

Durant la première semaine de ce mois d'août quelque 525 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune de Tirmatine, alors qu'il est programmé pour la deuxième semaine le raccordement de 180 foyers à Ait Si Yahia et Oumadene dans les communes d'Azeffoune, a-t-on souligné.

Pour la troisième semaine de ce même mois, les mises en service concerneront un total de 946 foyers à Ivahlal, Ikhrivene (commune de Tirmatine), Boussoir, Lazib et Agouni Ameur (commune d'Ait Aissa Mimoune).

Quelque 1.278 autres foyers répartis sur les villages et quartiers Elvir, Aarkouf Azougagh, Takhribt (Maatkas), Izianene, Ait Ouakli, Tamdikth, Boughzal et Idouchoutene (M'kira) et Lhara Oufella, Thaddarth vilou, Thala Aabar, Merad Ramdhane (Ait Aissa Mimoune) bénéficieront de ces mises en service durant la dernière semaine du mois courant, a-t-on ajouté.

MASCARA

Cinq appareils d'hémodialyse pour trois hôpitaux de la wilaya

Trois hôpitaux de la wilaya de Mascara ont été dotés de cinq appareils d'hémodialyse au profit des personnes souffrant d'insuffisance rénale, a-t-on appris mardi, auprès des services de la wilaya.

La Direction de l'administration locale a acquis (5) cinq appareils d'hémodialyse cette semaine pour un coût de 12,5 millions DA du budget de la wilaya au profit des hôpitaux de Ghriss, Mohammadia et Sig, a-t-on indiqué.

L'opération intervient après l'acquisition auparavant de trois (3) appareils similaires au profit d'autres hôpitaux de la wilaya pour une meilleure prise en charge des insuffisants rénaux, a-t-on souligné.

La wilaya de Mascara contribue annuellement avec une enveloppe budgétaire pour soutenir le secteur de la santé, notamment en ce qui concerne l'acquisition d'ambulances et d'équipements et matériels médicaux et la réalisation de travaux d'aménagement et de réfection, a-t-on fait savoir.

TIARET (SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE)

18 cadres bénéficient d'une session de formation

Pas moins de 18 cadres de différents secteurs de la wilaya de Tiaret ont entamé mardi une session de formation sur "Le système d'information géographique pour le développement local durable". Cette session de formation, de trois jours, bénéficiera à 18 cadres des secteurs de l'agriculture, des ressources en eau, des forêts, des travaux publics, de la formation et de l'enseignement professionnels, de l'éducation, de l'environnement, de l'action sociale, de l'Agence de développement social (ADS) et des communes de

Madna, Nadhora, Sebt et Tagdemt concernées par ce programme co-financé par l'Algérie et l'Union européenne, a indiqué le représentant de l'instance du Programme d'appui au développement local durable et aux activités sociales dans le Nord-ouest de l'Algérie dans la wilaya de Tiaret, Mohamed Yacine Nouri. La session de formation a pour objectif d'instruire les cadres et de leur expliquer les bases de ce système d'information géographique (SIG) à installer au niveau des wilayas de manière à relier tous les secteurs concernés. Ce système

sera généralisé à différents secteurs pour être inclus dans les méthodes de gestion, de suivi et de planification des collectivités locales, selon l'expert encadreur, Karim Lafki. Organisée dans le cadre de sessions de formation du Programme d'appui au développement local durable et aux activités sociales dans le Nord-ouest de l'Algérie, la formation est supervisée localement par la direction de l'action sociale de la wilaya de Tiaret représentant le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condi-

tion de la femme et est encadrée par l'Agence de développement social. Le programme prévoit la formation de jeunes chômeurs, de femmes aux foyers et de personnes aux besoins spécifiques porteurs de petits projets dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, du tourisme, de l'artisanat, de l'aquaculture et des forêts, afin de créer de la richesse et de l'emploi et booster le développement local dans 26 wilayas, dont les communes de Madna, Sebt, Nadhora et Tagdemt dans la wilaya de Tiaret.

Brèves

GÉNOCIDÉ
EN NAMIBIE

Windhoek rejette
l'offre de
réparations
allemande

Le président namibien Hage Geingob a jugé que les offres de réparations faites par l'Allemagne pour les atrocités commises à l'époque coloniale au début du XXe siècle n'étaient "pas acceptables" et qu'elles devaient être "révisées".

Les Allemands ont tué en Namibie des dizaines de milliers d'Hereros et de Namas lors de massacres commis entre 1904 et 1908, et considérés par certains historiens comme le premier génocide du XXe siècle.

En 2015, les deux pays ont entamé des négociations en vue d'un accord qui pourrait contenir des excuses officielles de l'Allemagne et la promesse d'aides au développement en guise de dédommagement.

Le président Geingob a été informé mardi par l'envoyé spécial du gouvernement de l'avancement des négociations, avant une série ultime de discussions dont la date n'a pas encore été fixée.

"L'offre actuelle de réparations faite par le gouvernement allemand reste une question en suspens et n'est pas acceptable pour le gouvernement namibien", a déclaré le président Geingob. M. Ngavirue a reçu l'instruction de "poursuivre les négociations en vue d'une offre révisée", a-t-il ajouté.

Aucune précision n'a été fournie sur la teneur de cette offre révisée. Le président namibien a relevé que l'Allemagne avait refusé le terme de "réparations".

BELARUS

La principale rivale
du président
quitte le pays



L'opposante Svetlana Tikhanovskaia, rivale à la présidentielle de l'autoritaire dirigeant du Bélarus Alexandre Loukachenko, a annoncé mardi avoir quitté le pays, deux jours après des élections jugées "ni libres, ni équitables" par l'UE qui a menacé Minsk de sanctions.

Mme Tikhanovskaia, 37 ans, a affirmé avoir pris "seule" cette "décision très difficile", après deux jours de manifestations d'opposition qui ont suivi le scrutin et ont été violemment réprimées par la police. Mardi soir, les forces anti-émeutes étaient encore déployées en nombre à Minsk où des centaines de protestataires sont descendus dans la rue en ordre dispersé. La police procédait à des interpellations sporadiques des protestataires.

Au total, des dizaines de personnes ont été interpellées dans différents endroits de Minsk, selon la chaîne de télévision Belsat.

MALI

Mobilisation de milliers
pour la démission
du président

L'opposition malienne a réuni mardi à Bamako des milliers de personnes qui ont à nouveau réclamé la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta, malgré les appels à une issue négociée à la crise qui ébranle le Mali en proie en outre aux attaques jihadistes.

Les appels au dialogue de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et la pluie n'ont pas découragé les opposants, rassemblés au son des vuvuzelas au centre de Bamako.

Deux mois après le début des manifestations, le mot d'ordre est le même: "Notre objectif est la démission d'IBK (Ibrahim Boubacar Keïta) et de son régime", selon Issa Kaou Djim, le coordinateur de la plate-forme (CMAS) de soutien à l'imam Mahmoud Dicko, figure de proue du mouvement de contestation.

"Si IBK ne nous écoute pas, il verra. Je jure devant Dieu il verra mais ne soyons pas pressés. Nous allons gagner cette victoire mais de façon pacifique", a-t-il ajouté, lors de la manifestation qui a fini sans incident. Les pancartes brandies par les



manifestants visaient le président Keïta, au pouvoir depuis 2013, mais aussi son Premier

ministre Boubou Cissé. C'est la première manifestation contre le pouvoir depuis la

trêve annoncée le 21 juillet par l'opposition pour la fête musulmane de l'Aïd al-Adha.

VENEZUELA (LÉGISLATIVES)

L'Eglise catholique appelle
à voter "massivement"

L'Eglise catholique au Venezuela a jugé "nécessaire" une participation "massive" aux élections législatives du 6 décembre, avertissant qu'un boycott de ce scrutin, soutenu par l'opposition, n'apporterait pas le changement politique.

"En dépit des irrégularités, la participation massive du peuple est nécessaire" face aux "tentatives totalitaires et au clientélisme de la part du gouvernement" de Nicolas Ma-

duro, a indiqué un communiqué de la Conférence épiscopale vénézuélienne.

L'organisation catholique critique par ailleurs la décision d'une trentaine de partis politiques, qui soutiennent l'opposant Juan Guaido, de boycotter ce scrutin qu'ils considèrent comme une "fraude" électorale. "Cela ne suffit pas, ils doivent assumer la responsabilité de trouver une issue" à la crise, indiquent sur ce point les responsables catholiques.

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a préconisé mardi un report de ces élections législatives, jugeant que les conditions pour un scrutin équitable et inclusif n'étaient "pas réunies".

L'Assemblée nationale est actuellement présidée par Juan Guaido, qui considère comme illégitime la présence au pouvoir de Nicolas Maduro et s'est proclamé en janvier 2019 président par intérim du Venezuela.

PALESTINE

Raids aériens de
l'armée sioniste
contre Ghaza

L'armée de l'entité sioniste a lancé des raids aériens dans la nuit de mardi à mercredi contre la population de Ghaza, indiquent des agences de presse. "Des jets de combats, des hélicoptères d'attaque et des tanks ont frappé un certain nombre de cibles (...) dans la bande de Gaza", a souligné l'entité sioniste dans un communiqué. Le Hamas a dénoncé une mesure "agressive" témoignant de "l'insistance" d'Israël à "assiéger" la population de l'enclave palestinienne et ne pouvant que contribuer à "aggraver" la situation humanitaire.

IRAN

Deux personnes condamnées à 10 ans
de prison pour espionnage

Deux Iraniens ont été condamnés par un tribunal de Téhéran à dix ans de prison chacun pour avoir espionné la République islamique au profit d'Israël, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, a annoncé mardi l'Autorité judiciaire. Massoud Mossaheb a "espionné pour les services de renseignements israéliens et pour l'Allemagne sous le titre" de secrétaire général de la Société austro-iranienne, a précisé Gholamhossein Esmaili, porte-

parole de l'autorité judiciaire.

L'homme aurait fourni des informations dans les "domaines des missiles, du nucléaire, des nanotechnologies et de la médecine" en Iran, a-t-il ajouté.

Le second condamné, Shahram Shirkhani, travaillait pour les services secrets britanniques et cherchait à "corrompre les autorisés et à recruter" des gens, à donner des informations sur "les contrats liés à la banque centrale, à la Melli Bank et au mi-

nistère de la Défense", a ajouté le porte-parole, cité par le site internet de la télévision iranienne.

Cinq autres personnes ont été arrêtées récemment pour espionnage présumé dans les ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Industrie, dans des entreprises du secteur de l'industrie énergétique et dans l'agence atomique iranienne, a encore dit M. Esmaili. Il n'a pas décliné leur identité, ni précisé les charges retenues contre elles.

UNE SEMAINE APRÈS L'EXPLOSION DE BEYROUTH Les Libanais enterrent leurs morts et attendent un nouveau gouvernement

Les Libanais continuent d'enterrer hier dans la colère les victimes de l'explosion au port de Beyrouth, tandis que les forces politiques traditionnelles, conspuées par la rue, abordent la formation d'un nouveau gouvernement, réclamé sans délai par la communauté internationale.



Le gouvernement de Hassan Diab a démissionné lundi mais une grande partie des Libanais réclament aussi le départ du chef de l'Etat, Michel Aoun, ainsi que du chef du Parlement, des députés et des membres politiques qui dominent la vie politique depuis des décennies, tous jugés responsables de la tragédie de par leur incurie. La déflagration, due à une énorme quantité de nitrate d'ammonium stockée depuis six ans "sans mesures de précaution" de l'aveu même du Premier ministre, a fait au moins 171 morts, plus de 6 500 blessés – selon un nouveau bilan – et près de 300 000 sans-abri, alimentant la colère de la rue contre une classe politique accusée de corruption et d'incompétence. Une foule, en pleurs et en colère, avait rendu hommage la veille aux victimes, à la minute exacte où l'explosion a dévasté la capitale le 4 août à 18h08 locales (15H08 GMT). La tragédie a été la catastrophe de trop pour une population déjà brisée par une dépréciation historique de la livre libanaise, une hyperinflation et des restrictions bancaires draconiennes sans ou-

blier la pandémie de nouveau coronavirus. Au quartier général des pompiers de Beyrouth, proche du port, les obsèques de l'un des dix pompiers tués lors du drame se sont déroulées hier mercredi dans l'émotion. "Dieu est avec toi, notre héros", ont martelé les pompiers en larmes, en portant le cercueil de leur camarade Jo Noun, 27 ans, enveloppé du drapeau libanais. Le jeune homme faisait partie du groupe dépêché au port pour tenter de combattre l'incendie ayant entraîné l'explosion du nitrate d'ammonium. Les corps de six pompiers n'ont toujours pas été retrouvés. Parmi eux, trois membres d'une même famille -- Najib Hitti, 27 ans, son cousin Charbel Hitti, 22 ans, et son beau-frère Charbel Karam, 37 ans. Leurs proches attendent désespérément que leurs restes soient identifiés. "Entiers ou en morceaux, nous voulons nos enfants", a déclaré à l'AFP Rita Hitti qui n'a pas fermé l'œil depuis le drame, dans l'attente de nouvelles. "Six pompiers sont toujours portés disparus, nous cherchons parmi les décombres quelque chose que

nous pourrions remettre à leurs familles", a indiqué à l'AFP le chef des pompiers de Beyrouth, le colonel Nabil Khankarli.

HARIRI DE RETOUR ?

La grande question est désormais celle de la succession du gouvernement. M. Aoun n'a pas annoncé la date des consultations contraignantes avec les blocs parlementaires, sur la base desquelles doit être décidé le nom du nouveau Premier ministre. Reste à voir également si l'ampleur du cataclysme va inciter à une décision rapide, les tractations prenant d'habitude des mois. Un responsable politique, ayant requis l'anonymat, a indiqué à l'AFP que les partis politiques traditionnels, sourds aux demandes de la rue, souhaitent un "gouvernement d'union". Selon lui, deux des principaux chefs politiques du pays, l'indéboulonné président du Parlement, Nabih Berri, et le vétéran de la politique, Walid Joumblatt, penchent pour un retour de Saad Hariri, qui a démissionné douze jours après un soulèvement populaire en octobre. Le Hezbollah n'est pas opposé à ce

retour, a ajouté cette source. Le puissant parti pro-iranien rejette "un gouvernement neutre ainsi que les noms qui constituent une provocation", selon le journal al-Akhbar, proche de la formation chiite. Il refuse notamment l'ancien ambassadeur à l'ONU Nawaf Salam, qui a été évoqué et qui jouit de l'approbation du mouvement de contestation. Le choix de M. Hariri pourrait redonner une impulsion à la mobilisation, relancée depuis l'explosion. Pour la quatrième nuit consécutive, des heurts se sont produits mardi soir entre des dizaines de manifestants et les forces de l'ordre près du Parlement à Beyrouth. Dix blessés ont été transférés vers des hôpitaux et 32 soignés sur place, selon la Croix-Rouge libanaise. Dans ce contexte, le Parlement doit se réunir aujourd'hui pour entériner la proclamation de l'Etat d'urgence à Beyrouth pendant dix-huit jours renouvelables. L'ONG Legal Agenda a estimé hier qu'une telle mesure reviendrait à "remettre le pouvoir à l'armée et porter atteinte à la liberté de se rassembler et de manifester".

Source : AFP

HYDROCARBURES EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La tension monte entre Athènes et Ankara

La tension s'est aggravée davantage entre la Grèce et la Turquie après la décision d'Ankara d'envoyer un navire pour mener des recherches d'hydrocarbures dans une zone disputée de la Méditerranée orientale, riche en gaz naturel. La décision lundi de la Turquie de déployer un navire de recherche sismique dans une zone disputée de la Méditerranée est intervenue en réponse à la signature d'un accord maritime entre Athènes et Le Caire, qui a provoqué la colère d'Ankara. Cet accord vise à délimiter les frontières maritimes entre la Grèce et l'Égypte et semble être une réponse directe à un accord similaire conclu en novembre entre la Turquie et le Gouvernement d'union national libyen (GNA) qui a son siège à Tripoli, a-t-on expliqué. Ainsi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé vendredi dernier la reprise des recherches turques en Méditerranée orientale. Cette annonce avait mis fin à une suspension de quelques jours des recherches turques, arrachée par la chancelière allemande Angela Merkel pour apaiser les fortes tensions entre la Turquie et la Grèce. Le mois dernier, Athènes a réagi avec colère à l'annonce faite par Ankara selon laquelle l'Oruç Reis allait effectuer des recherches en Méditerranée orientale, y voyant "une violation de ses frontières maritimes" en raison de la présence de l'île grecque de Kastellorizo au large d'Antalya. La découverte ces dernières années de vastes gisements gaziers en Méditerranée orientale a renforcé les tensions entre la Turquie et la Grèce, deux alliés au sein de l'Otan aux relations régulièrement ponctuées de crises. Les relations entre les deux pays pourraient connaître une nouvelle détérioration après que le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, a indiqué mardi qu'Ankara allait étendre ses recherches gazières en Méditerranée orientale. "A partir de fin août, nous allons délivrer des permis pour mener de nouvelles recherches et des forages dans de nouvelles zones (...) dans la partie occidentale de notre plateau continental", a déclaré M. Cavusoglu, lors d'une conférence de presse à Ankara. En réponse à Ankara, Athènes a affiché sa détermination à "défendre ses droits souverains". "Il n'y aura aucune tolérance à l'égard des tentatives turques", a déclaré, dans ce sens, le ministre grec Nikos Dendias. Malgré les appels au dialogue et à l'apaisement, aucun signe d'apaisement entre les deux pays n'est envisagé pour le moment. Ainsi, la Grèce souhaite la tenue d'un "sommet d'urgence" de l'Union européenne sur la Turquie. "Le ministère grec des Affaires étrangères va déposer une demande pour un sommet d'urgence du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne", a déclaré mardi le bureau du Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis. Athènes avait, la veille, accusé Ankara de "menacer la paix" en Méditerranée orientale, estimant que la présence des lundi dans cette zone maritime du navire sismique de recherche turc Oruç Reis constituait "une nouvelle escalade grave". Dans ce contexte, Panagiotis Tsakonas, professeur de relations internationales à l'université d'Athènes, a réaffirmé que "la Grèce et la Turquie ont toujours eu des relations de voisinage compliquées", mais, a-t-il expliqué, "depuis le coup d'Etat manqué contre Erdogan en 2016, la situation s'est nettement détériorée". Le mois dernier, Athènes a réagi avec colère à l'annonce faite par Ankara selon laquelle l'Oruç Reis allait effectuer des recherches en Méditerranée orientale, y voyant "une violation de ses frontières maritimes" en raison de la présence de l'île grecque de Kastellorizo au large d'Antalya. La découverte ces dernières années de vastes gisements gaziers en Méditerranée orientale a renforcé les tensions entre la Turquie et la Grèce, deux alliés au sein de l'Otan aux relations régulièrement ponctuées de crises. Les relations entre les deux pays pourraient connaître une nouvelle détérioration après que le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a indiqué mardi qu'Ankara allait étendre ses recherches gazières en Méditerranée orientale. "A partir de fin août, nous allons délivrer des permis pour mener de nouvelles recherches et des forages dans de nouvelles zones (...) dans la partie occidentale de notre plateau continental", a déclaré M. Cavusoglu, lors d'une conférence de presse à Ankara. En réponse à Ankara, Athènes a affiché sa détermination à "défendre ses droits souverains". "Il n'y aura aucune tolérance à l'égard des tentatives turques", a déclaré, dans ce sens, le ministre grec Nikos Dendias. Malgré les appels au dialogue et à l'apaisement, aucun signe d'apaisement entre les deux pays n'est envisagé pour le moment. Ainsi, la Grèce souhaite la tenue d'un "sommet d'urgence" de l'Union européenne sur la Turquie. "Le ministère grec des Affaires étrangères va déposer une demande pour un sommet d'urgence du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne", a déclaré mardi le bureau du Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis. Athènes avait la veille accusé Ankara de "menacer la paix" en Méditerranée orientale, estimant que la présence des lundi dans cette zone maritime du navire sismique de recherche turc Oruç Reis constituait "une nouvelle escalade grave". Dans ce contexte, Panagiotis Tsakonas, professeur de relations internationales à l'université d'Athènes a réaffirmé que "la Grèce et la Turquie ont toujours eu des relations de voisinage compliquées", mais, a-t-il expliqué, "depuis le coup d'Etat manqué contre Erdogan en 2016, la situation s'est nettement détériorée".

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Joe Biden choisit Kamala Harris, première colistière noire

Dans une décision historique, le candidat démocrate à la Maison Blanche, Joe Biden, a choisi la sénatrice Kamala Harris pour défier avec elle Donald Trump le 3 novembre, première femme noire colistière aux Etats-Unis qui pourrait aussi devenir la première vice-présidente. A 55 ans, la sénatrice de Californie est aussi la première personne d'origine indienne à briger la vice-présidence des Etats-Unis. "En route pour la victoire", a tweeté Joe Biden, 77 ans, dans la soirée, après une avalanche de réactions positives chez les grands noms démocrates mais aussi les sportifs, avec LeBron James, ou les célébrités comme Taylor Swift. L'ex-procureure s'est dit "honorée" de cette décision, qui donne un coup de fouet à une campagne largement paralysée par la pandémie de Covid-19. Kamala Harris a réagi en employant l'image de "rassembleur" sur laquelle fait campagne le candidat à la Maison-Blanche. Fille d'immigrés jamaïcain et indienne, Kamala

Harris accumule déjà les titres de pionnière. Après deux mandats de procureure à San Francisco (2004-2011), elle avait été élue, deux fois, procureure générale de Californie (2011-2017), devenant alors la première femme, mais aussi la première personne noire, à diriger les services judiciaires de l'Etat le plus peuplé du pays. Puis en janvier 2017, elle avait prêté serment au Sénat à Washington, s'inscrivant comme la première femme originaire d'Asie du Sud et seulement la seconde sénatrice noire dans l'histoire américaine. Les appels pour que Joe Biden choisisse une colistière noire se multipliaient depuis le mouvement de protestation historique contre le racisme et les violences policières provoqué aux Etats-Unis par la mort de George Floyd fin mai. Il avait promis, dès mars, qu'il choisirait une femme. A 78 ans en janvier, Joe Biden serait le plus vieux président américain à prendre ses fonctions s'il remportait l'élection. Il a laissé entendre qu'il ne ferait qu'un mandat et sa vice-présidente devrait donc apparaître en dauphine

désignée pour l'élection de 2024, voire être appelée à le remplacer en cas de grave souci de santé, ou de décès. Si elle est proche du candidat, qu'elle appelle "Joe" en public, Kamala Harris avait surpris en l'attaquant avec virulence lors de leur premier débat démocrate, en 2019. Et certains électeurs progressistes lui reprochent son passé de procureure à la réputation dure envers les minorités. Donald Trump a lui vite donné le ton des échanges à venir. "Joe le mou et Kamala l'imposture, faits pour être ensemble, mauvais pour l'Amérique", dénonce une vidéo tweetée par le président américain. En conférence de presse, il s'est dit "surpris" par cette décision, en taclant la nouvelle colistière pour ses performances "médiocres" à la primaire démocrate. Malgré des débuts en fanfare, Kamala Harris avait jeté l'éponge dès décembre dans la course à l'investiture présidentielle, avant même le premier scrutin, faute de bons résultats et de moyens, puis s'était ralliée derrière Joe Biden en mars.

R.I

Brèves

LIGUE 1/MC ORAN

"L'avenir de Cherif El Ouezzani sera tranché par le nouveau CA"

Le nouveau président du Conseil d'administration du MC Oran, Tayeb Mahiaoui, a indiqué que le sort de l'ancien international, Si Tahar Cherif El Ouezzani, qui s'est chargé de la saison passée de gérer les affaires de ce club de Ligue 1 de football sur le double plan administratif et technique, "sera tranché par les nouveaux membres de l'organe (qu'il) préside". Le même responsable, qui s'exprimait devant la presse après son élection à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) du MCO tenue lundi soir, s'est dit "soulagé par la tournure positive des travaux de ce rendez-vous qui a permis aux actionnaires de remettre de l'ordre au sein de la SSPA". Il a ajouté que "l'élection d'un nouveau président et d'un nouveau conseil d'administration évitera désormais au club d'éventuels démêlés avec la direction nationale de contrôle de gestion et de finances". En fait, cet organe, que préside Réda Abdouche et qui relève de la Fédération algérienne de football (FAF), avait exigé à la direction de la formation oranaise, à l'instar des autres clubs de l'élite, un dossier comportant pas moins de 18 documents pour postuler à la licence professionnelle, rappelle-t-on. Néanmoins, la situation confuse qui régnait au sein de l'administration des "Hamraoua" n'a pas permis à la direction que dirigeait la saison passée Cherif El Ouezzani, de rassembler les documents exigés. La vacance du poste de président et l'absence d'un conseil d'administration ont également enfoncé le club. L'entrée dans l'ordre des affaires de la SSPA/MCO permettra aussi au club, selon Mahiaoui, qui avait présidé ce dernier lors de la première saison du passage du football algérien vers le professionnalisme (2010-2011), de "baliser le terrain à sa reprise par une entreprise publique comme le réclament les dirigeants et les supporters". "C'est dans cette optique d'ailleurs que nous avons procédé à la désignation d'un commissaire aux comptes qui aura à charge d'établir, dans les meilleurs délais, les bilans financiers de la SSPA depuis sa création en 2010", a-t-il précisé. L'absence des bilans financiers en question a retardé la mise en application du processus d'affiliation du club phare de la capitale de l'Ouest à l'entreprise "Hyproc shipping company", après que les deux parties aient signé un protocole d'accord en prélude à cette transaction en janvier 2018.

R.S

BOXE

Le combat entre Mike Tyson et Roy Jones Jr reporté au 28 novembre

Le combat exhibition entre Mike Tyson, 54 ans, et Roy Jones Jr, 51 ans, a été reporté du 12 septembre au 28 novembre, a annoncé mardi sur internet l'ancien champion du monde des poids lourds, rattrapé par le virus de la boxe. Ce report, annoncé sur le site TMZ Sports, est destiné "à donner à un plus grand nombre de personnes l'opportunité d'assister au plus grand comeback de l'histoire de la boxe", explique modestement le légendaire Tyson dans un communiqué. Et il conseille à son futur adversaire "d'être prêt" car il sera "au sommet de sa forme". La compagnie de promotion de l'événement, baptisée Thriller, souligne que le week-end prolongé de Thanksgiving sera plus adapté à "cette bataille historique" qui suscite déjà "un énorme intérêt" et sera la première d'une série intitulée les "Thriller Battles" (batailles du suspense, littéralement). Deux autres combats ont été annoncés mardi, pour compléter le programme du 28 novembre. L'un opposera Blake McKernan à Badou Jack, ancien champion du monde dans deux catégories de poids et ex-adversaire de Floyd Mayweather. Un autre combat est prévu entre le Britannique Viddal Riley et Rashad Coulter, qui faisait du MMA jusqu'en 2018 dans le cadre du circuit UFC. On savait déjà que Jake Paul allait combattre, le même soir, une ancienne vedette de la NBA, Nate Robinson.

R.S

LIGUE EUROPA

Séville et Donetsk rejoignent ManU et l'Inter en demi-finales

Séville, vainqueur mardi de Wolverhampton 1-0 en quart de finale de Ligue Europa, affrontera dimanche Manchester United dans la grosse affiche des demi-finales. L'Inter Milan, autre favori, défilera lundi le Shakhtar Donetsk, qui a dominé Bâle 4-1.

Un peu dans l'ombre de la Ligue des champions de Lisbonne, ces demi-finales rassemblent pourtant un carré d'as, tous anciens vainqueurs de l'épreuve, et tous déjà qualifiés pour la Ligue des champions la saison prochaine. (Configuration qui offre au passage une place en phase de poule de C1 au troisième de la L1 française, Rennes). Manchester United et l'Inter arrivent lancés: les Red Devils ont fini la Premier League par une série de quatorze matches consécutifs sans défaite. Les Milanais n'ont pour leur part concédé qu'une seule défaite lors des 12 dernières journées de Serie A, pour décrocher le titre honorifique de vice-champion derrière la Juve. Mais Séville ne peut pas être barré de la liste des favoris: le club andalou a remporté la Ligue Europa cinq fois ces quinze dernières années, dont trois fois consécutivement sous la houlette de Unai Emery (2014, 2015, 2016). Mardi soir à Duisbourg, l'équipe désormais coachée par Julen Lopetegui a pourtant souffert pour venir à bout des "Wolves" de Wol-



verhampton. C'est l'Argentin Lucas Ocampos, d'une reprise de la tête sur coup franc, qui a délivré les Espagnols à la 88e minute, alors qu'on se dirigeait tout droit vers la prolongation après une partie très équilibrée. Wolverhampton a manqué le coche en première période,

lorsque Raul Jimenez a tiré trop mollement un pénalty, arrêté par le gardien de Séville Bono qui était parti du bon côté. Dans le stade de Cologne dimanche, Séville ne sera pas sans atouts face aux Red Devils, en souffrance lundi en quart de finale. Troisièmes de Premier

League et favoris logique de cette Ligue Europa, les coéquipiers de Paul Pogba ont en effet dû batailler jusqu'à la prolongation lundi et attendre un pénalty - transformé par Bruno Fernandes - pour venir à bout des faibles Danois de Copenhague (1-0).

R.N

FOOTBALL

Le Nigeria va verser 2 millions de dollars aux clubs et ligues

La Fédération nigérienne de football (NFF) a déclaré mardi qu'elle verserait 2 millions de dollars aux clubs et ligues pour amortir les effets de la pandémie de nouveau coronavirus dans ce pays d'Afrique de l'ouest. "Après avoir consulté les dirigeants du ministère fédéral de la jeunesse et des sports, le conseil d'administration a approuvé la proposition du secrétariat pour que la somme forfaitaire de 2 millions de dollars soit uniquement répartie entre les différents clubs de football et les organes directeurs des différentes ligues", a indiqué la NFF dans un communiqué. Ce fonds de secours est composé d'un million de dollars provenant du soutien de la FIFA pour le redémarrage de la saison de football, de 500.000 dollars de subvention de la FIFA pour le football féminin, de 300.000 dollars de soutien

de la Confédération africaine de football (CAF) aux associations membres et de 200.000 dollars de sponsors de la fédération nigérienne. Les ligues bénéficiaires sont les trois premières divisions masculines (Nigeria Professional Football League, Nigeria National League et Nigeria Nationwide League), ainsi que la première division féminine (Nigeria Women's Football League). La Nigeria Professional Football League (NPFL) a été suspendue en mars en raison de la pandémie de coronavirus. Les rencontres de football professionnel n'ont pas encore repris afin de freiner la propagation de la maladie qui a infecté près de 47.000 personnes et tué près de 1.000 personnes dans le pays. Le début de la nouvelle saison de football est provisoirement fixé à octobre.

R.S

TENNIS/TOURNOI DE LEXINGTON (1ER TOUR)

Victoire de Serena Williams

L'Américaine Serena Williams (9e mondiale) s'est imposée mardi face à sa compatriote Bernarda Pera (60e) 4-6, 6-4, 6-1 au premier tour du tournoi de Lexington (Kentucky), dont la première édition à huis clos marque le retour du tennis au Etats-Unis malgré la pandémie de coronavirus. Mise en difficulté dans le premier set, Williams a écarté 4 balles de break à 4 jeux partout dans le 2e set pour revenir dans le match avant de balayer Pera 6 jeux à 1 dans le 3e set. Serena Williams, qui jouait à son premier match depuis une rencontre de Fed Cup début février face à la Lettone Anastasia Sevastova, rencontrera sa soeur Venus ou la Belarusse Victoria Azarenka au prochain tour. Le plateau du tournoi est relevé malgré sa faible dotation (202.250 dollars), avec la présence de Sloane Stephens, Coco Gauff ou encore Amanda Anisimova. Ce tournoi permettra à certaines joueuses de préparer l'US Open, qui devrait se dérouler du 31 août au 13 septembre.

R.N

FOOT/LIGUE DES CHAMPIONS 2020-2021 (TOUR PRÉLIMINAIRE)

Un match annulé à cause de deux cas positifs au Covid-19

Le match KF Drita (Kosovo) - FC Linfield (Irlande du Nord), prévu mardi en Suisse, comptant pour le tour préliminaire de la Ligue des champions 2020-2021, a été annulé en raison de deux cas positifs au coronavirus (Covid-19) dans l'équipe kosovare, ensuite placée en quarantaine, a annoncé l'Union européenne de football (UEFA). L'annulation de cette rencontre du tour préliminaire de l'édition à venir de la C1 intervient à la veille du "Final 8" de la Ligue des champions 2019-2020 à Lisbonne. Mais après la révélation d'un deuxième cas positif au Covid-19 dans la formation koso-

vare, "les autorités suisses, en coopération avec l'UEFA", ont décidé de placer l'équipe de Drita en quarantaine, a précisé l'instance européenne dans son communiqué. Les tests pratiqués sur l'ensemble de l'équipe avant son arrivée en Suisse s'étaient révélés négatifs. Un premier cas positif avait été signalé vendredi et le joueur avait été placé en quarantaine, à la veille de la rencontre reportée par Drita face à l'Inter Club d'Escaldes (Andorre). Samedi, le club de Linfield avait lui battu le Tre Fiori (Saint-Marin). Les deux rencontres avaient aussi été disputées à Nyon.

Le sort de la rencontre prévue mardi mais qui ne peut se dérouler sera soumis à l'organe disciplinaire de l'UEFA. Selon le protocole de l'UEFA, pour pouvoir jouer, une équipe doit disposer de 13 joueurs sains. Si une équipe ne dispose pas de treize footballeurs figurant sur la "liste A" des joueurs éligibles soumise au préalable, l'UEFA "peut autoriser la reprogrammation du match". Si le match ne peut être reprogrammé, l'équipe ne pouvant pas aligner 13 joueurs "sera tenue responsable" et aura match perdu sur le score de 3 à 0.

R.S

LE 1ER FESTIVAL DU FILM D'AMMAN Deux films algériens en compétition

Le Festival international du film d'Amman (AIFF) a annoncé la programmation de son premier festival annuel de neuf jours qui se déroulera du 23 au 31 août.

Les films algériens "Abou Leila" de Amin Sidi Boumediène et "A Mansourah, tu nous as séparés" de Dorothee-Myriam Kellou concourent à la session inaugurale du festival. Le film "Abou Leila" concourt pour le prix "Iris noir" dans la catégorie des longs métrages arabes, aux côtés de 8 autres films arabes, dont "Bik Eneich" de Mehdi Bar-saoui (Tunisie) et "Haifa street" (rue Haifa) de Mohamad Hayal (Irak). Coproduction, algéro-franco-qtarienne de 140 mn, "Abou Leila" revient sur les événements tragiques des années 1990, à travers l'histoire de jeunes, Samir, interprété par Slimane Benouari et Lotfi, campé par Lyes Salem, qui traquent dans le désert algérien, Abou Leila, un dangereux terroriste. Le film "A Mansourah, tu nous as séparés" de Dorothee-Myriam Kellou concourt pour le même prix mais dans la catégorie des longs documentaires, aux côtés de "Ibrahim" de Lina Al Abed (Palestine) et "Nous, dans leurs prisons" du marocain Le film produit en 2019, raconte



les affres de l'occupation française en Algérie durant la guerre de libération nationale et le génocide de milliers d'Algériens. Parmi les 10 films en lice dans la catégorie des films étrangers, le film turc "JI BO AZADIYE" (la fin sera spectaculaire) du réalisateur Ersin çelik, "A febre" (la fièvre) de la réalisatrice Maya Da-Rin (Brésil) et "Tantas Almas" (La Vallée

des âmes) de Nicolas Rincan Gille. Les autres films incluent le film soudanais You Will Die at Twenty d'Amjad Abu Alala, le film libanais Beirut Terminus d'Elie Kamal, le film syrien Madness in Alep de Lina Sinjab et le film égyptien Noum El Deek de Seif Abdalla. Selon les organisateurs, le programme de cette session inaugu-

rale, qui a été reportée jusqu'à la fin du mois en cours en raison de la propagation de la covid-19, comporte 30 longs métrages de fiction et documentaires de pays arabes et du monde entier, outre 9 courts métrages arabes qui sont de nouveaux films dont la plupart sont les premières œuvres de leurs réalisateurs". Conformément aux règles de distanciation sociale, le festival s'attellera à trouver des méthodes de projection de substitution et ce à travers la création de 3 écrans cinéma en plein air (Drive-in) et le recours au théâtre de l'Instance royale jordanienne du film. Organisé par plusieurs instances jordaniennes, dont l'Instance royale du film, le festival international du film d'Amman, premier festival cinématographique international en Jordanie, vise à "soutenir les producteurs de films en Jordanie et dans la région". La soirée d'ouverture mettra en vedette la production française primée, Les Misérables, et la cérémonie de clôture mettra en vedette le film Luxor, de la cinéaste anglo-jordanienne Zeina Durra. APS/R.C.

APRÈS UN MOIS

Le Louvre a vécu un juillet calme, et conforme aux prévisions

Le Louvre a accueilli 10.000 visiteurs par jour en juillet, soit quatre fois moins que d'habitude ce mois-là, un niveau cependant conforme aux prévisions du musée qui met en avant le succès de ses offres destinées à attirer un public familial, jeune et local. 200.000 visiteurs en tout ont pu arpenter tranquillement les salles du plus grand musée du monde en juillet, sans pâtir de l'engorgement habituel devant les tableaux iconiques. Plus de la moitié de ceux-ci étaient français. Et, en l'absence des Américains et Asiatiques, qui forment normalement les gros bataillons, les Européens ont répondu présents (Allemands, Néerlandais, Belges...).

Si le musée, qui a rouvert le 6 juillet après plus de trois mois de fermeture, a vu sa fréquentation chuter comme attendu, le niveau enregistré en juillet correspond au maximum de ses prévisions : la direction tablait sur 4000 à 10.000 visiteurs par jour cet été. Ainsi, 12.500 visiteurs ont participé aux visites "mini-découverte". De 20 minutes, gratuites et sans réservation, elles sont proposées en français et en anglais. Un médiateur est posté en huit endroits de l'immense musée et répond aux questions. Les thèmes : d'une "escale en Égypte antique" aux "Napoléon", une plongée dans l'intimité des empereurs et le faste de leurs palais... Les "vacances apprenantes" sont

aussi un succès. Un programme dédié de visites guidées gratuites, en groupe, et menées par les guides conférenciers de la Réunion des musées nationaux (RMN) s'adresse aux jeunes accueillis par les établissements scolaires du dispositif "École ouverte" des académies de Paris, Versailles et Créteil, mais également aux habitants des quartiers franciliens et aux usagers des institutions du secteur social et médico-social. Ces visites d'une heure leur permettent de découvrir les principaux chefs-d'œuvre. Près de 210 groupes ont déjà réservé leur visite. Plus de 1300 visiteurs ont été accueillis depuis le 8 juillet. AFP

AUCUNE DATE N'EST ENCORE ANNONCÉE

Mulan sortira dans les salles en Chine

La sortie de "Mulan" délocalisée sur la plateforme Disney+ n'a pas fait que des heureux. Ce n'est donc pas sur grand écran que nous pourrions découvrir ce blockbuster qui y était destiné. En revanche, les spectateurs chinois auront la chance de l'accueillir dans les salles obscures. Récemment, Mulan ne sortira finalement pas au cinéma mais sur Disney+. La firme aux grandes oreilles a revu sa position sur le film suite au contexte sanitaire. Il devait initialement sortir en mars dans nos salles mais un report au 21 août prochain avait été décidé afin de laisser passer le plus gros de la crise sanitaire. Cette date n'est plus du tout d'actualité et c'est le 4 septembre que le film sera visible, uniquement sur Disney+. Une décision qui compte pour la France et les États-Unis, ainsi que pour tous les pays où la plateforme est acces-

être une guerrière hors du commun. On s'attend à une adaptation assez fidèle du dessin animé, même si quelques différences devraient titiller les fans, comme l'absence du dragon Mushu ou l'apparition d'une toute nouvelle méchante. Ces derniers jours, la nouvelle a fait grand bruit. Mulan ne sortira finalement pas au cinéma mais sur Disney+. La firme aux grandes oreilles a revu sa position sur le film suite au contexte sanitaire. Il devait initialement sortir en mars dans nos salles mais un report au 21 août prochain avait été décidé afin de laisser passer le plus gros de la crise sanitaire. Cette date n'est plus du tout d'actualité et c'est le 4 septembre que le film sera visible, uniquement sur Disney+. Une décision qui compte pour la France et les États-Unis, ainsi que pour tous les pays où la plateforme est acces-

sible. Là où la démarche fait tiquer, c'est qu'il faudra payer 29.99 dollars - en plus de l'abonnement - pour louer le film. La Chine n'a pas à s'embarrasser de ces considérations car Mulan pourra sortir dans les salles du pays. Aucune date n'est encore annoncée mais les spectateurs locaux pourront voir le film dans des conditions optimales car Disney+ n'est pas disponible pour eux. Dès lors, impossible d'imaginer que Disney abandonne ce marché si important. Le film a coûté presque 300 millions de dollars pour se faire, sans compter les frais promotionnels et l'argent perdu avec le coronavirus. Une sortie dans ce parc de salles permettra de faire gonfler les recettes. Pour les autres pays qui n'ont pas Disney+, c'est également sur grand écran que Mulan devrait arriver. R.C.

Brèves

Tron : le nouveau film avec Jared Leto a son réalisateur

Plusieurs années après un second épisode, Disney revient à l'univers de "Tron" avec un troisième film qui aura mis du temps avant de se lancer. Le studio va compter sur Jared Leto au casting et vient de se trouver un réalisateur pour mener les opérations. Un choix qui pourra surprendre. Quand le tout premier Tron est arrivé en 1982, le public a pu se sentir déstabilisé par ce film étrange qui tentait de bâtir son univers sur un concept informatique pas évident à matérialiser à l'écran. Le scénario suit Flynn, un homme qui a constaté que son ancien patron lui a volé les jeux vidéo qu'il avait inventés. Pour tenter de trouver la preuve qui va aller dans son sens, il planifie de s'infiltrer dans l'ordinateur de la firme. Mais Flynn se retrouve propulsé dans un monde vidéoludique qui s'annonce hostile. L'aide du programme Tron sera primordial pour qu'il s'en sorte. Quasiment trente ans après, une suite réalisée par Joseph Kosinski a vu le jour. Avec 400 millions de dollars au box-office mondial, une suite était attendue mais Disney a tergiversé longtemps. La firme aux grandes oreilles s'est enfin décidée à bouter sur ce dossier. Un film Tron est en préparation avec Garth Davis qui a été choisi pour le réaliser. Un choix assez surprenant car il n'a jamais opéré dans le cinéma à gros budget et son dernier essai, Marie Madeleine, n'est pas friendly par rapport aux productions du studio. Par ailleurs, son Lion a récolté plusieurs nominations dans des cérémonies renommées (Oscars, Golden Globes, BAFTA...) et demeure un joli succès populaire. C'est sans doute ça qui a poussé Disney à engager pour mener un film Tron dont on ne sait pas exactement comment il va se positionner par rapport aux deux précédents. Deadline précise cependant que le feu vert n'a pas été donné mais que le projet paraît en très bonne voie pour se faire avec un réalisateur à bord et un développement actif. Le média américain note aussi que Jared Leto est effectivement partant pour être l'un des rôles principaux. Son nom était attaché au projet depuis longtemps mais la lenteur de Disney avait jeté un doute sur la faisabilité du film et/ou l'implication de la star. En revanche, rien n'est indiqué sur le retour des précédents acteurs connus dans l'univers. R.C.

Zac Efron sera dans le remake de « Trois hommes et un couffin » pour Disney+

Zac Efron sera à l'affiche du remake de Trois hommes et un couffin prévu par Disney+. Il s'agit pour l'acteur de grandes retrouvailles avec la firme aux grandes oreilles, lui qui s'est fait connaître grâce à la franchise High School Musical. Depuis, Zac Efron s'était orienté vers des comédies, comme Dirty Grandpa ou encore Neighbors, mais aussi des projets plus sombres. Il a notamment incarné Ted Bundy dans Extremely Wicked, Shockingly Evil and Vile, disponible sur Netflix. Ce n'est pas la première fois qu'il signe pour un remake, lui qui était au casting de Baywatch. Zac Efron s'est aussi lancé dans la docu-série avec Down to Earth. Sorti en 1985, Trois hommes et un couffin mettait en scène Michel Boujenah, Roland Giraud et André Dussolier sous la direction de Coline Serreau. Avec plus de 10 millions d'entrées, il séduisit le marché américain, même s'il préfère en faire un remake, intitulé Three Men and a Baby en V.O. De l'autre côté de l'Atlantique, les rôles sont repris par Tom Selleck, Steve Guttenberg et Ted Danson, avec Leonard Nimoy à la réalisation. La trame raconte l'histoire de trois colocataires qui découvrent un jour sur leur paillason un bébé dans un couffin, déposé par l'une de leurs ex. Zac Efron devrait incarner l'un de ces trois célibataires endurcis. R.C.

Brève

CLIP "RAGER TEENAGER!"

Troye Sivan se lamente dans sa baignoire



Troye Sivan publiera le 21 août son nouvel EP "In A Dream". Après "Take Yourself Home" et "Easy", le chanteur de 25 ans ralentit le tempo avec le mélancolique "Rager teenager!". Deux ans après le succès critique et public de l'album "Bloom", emmené par les singles "My My My!" et "Dance To This" avec Ariana Grande, Troye Sivan fera son retour sur les plateformes le 21 août avec l'EP "In A Dream", que le chanteur australien décrit comme « une petite collection de chansons qui explore l'ascenseur émotionnel d'une période de [sa] vie où les sentiments étaient les plus à vif ». Comprendre par là que le jeune artiste ouvertement queer va à nouveau nous ouvrir ses pensées les plus intimes. « J'ai créé cet EP parce que je traversais un moment difficile et je voulais juste me remettre à écrire. Je n'imaginai pas que cet EP serait aussi bizarre, dans le sens où tous les morceaux sonnent très différemment des autres. Je crois que le fil rouge est juste le sentiment que j'avais besoin d'écrire ce jour-là » explique-t-il. Et Troye Sivan n'a pas menti, puisque les trois premiers extraits présentés en amont de la sortie de l'EP "In A Dream" s'avèrent aux antipodes. Les fans y retrouveront l'excellent "Take Yourself Home", digression énergique sur les vices cachés de la ville tentaculaire de Los Angeles, "Easy", une ballade mid-tempo pop aux sonorités 80's, et "Rager teenager!", nouveau single confectionné avec son fidèle producteur suédois OZGO (Taylor Swift, MARINA, "I'm so tired" avec Lauv...). Enrobée d'un soupçon de mélancolie, la chanson raconte une nuit de détresse et de solitude sur une mélodie dépouillée conduite par des notes de synthétiseur. Le clip de "Rager teenager!", où l'on voit le musicien se désoler, l'âme en peine et le regard dans le vide, dans les eaux de sa baignoire, a en effet été tourné pendant le confinement alors qu'il séjournait dans sa famille du côté de Melbourne, en Australie.

MALUMA ET JENNIFER LOPEZ
Bientôt le film "Marry Me" et plusieurs duos

Maluma et Jennifer Lopez ne vont plus se quitter. Les deux artistes ont tourné ensemble dans le film "Marry Me", et ont enregistré plusieurs chansons inédites pour la BO.

Maluma n'a pas encore dévoilé tous ses secrets. Depuis ses débuts en 2011, le chanteur colombien a d'abord aligné les tubes dans les pays hispaniques avant de mettre le monde à ses pieds. Grâce au hit "Chantaje", partagé avec Shakira, le jeune artiste a tapé dans l'oeil du public à l'international. Depuis, tout le monde se l'arrache : Jason Derulo, J Balvin, Madonna avec qui il a enregistré deux titres dont "Medellín", Maître Gims pour "Hola Senorita" ou encore les Black Eyed Peas ("Feel the Beat") et même Aya Nakamura qui a enregistré avec lui un remix de "Djadja", qui cartonne en Amérique Latine. « On ne s'arrête jamais ! Je veux sortir un album par an, j'en ai envie. Il y a tellement de chansons que j'ai envie de sortir. J'en fait tellement et j'ai envie que tout le monde les écoute » nous confiait Maluma en interview l'an dernier, expliquant pourquoi il faisait tant de duos : « J'adore apprendre ! C'est sans doute pour ça que j'adore passer du temps en studio avec d'autres artistes. Je les respecte, je veux partager des chansons avec eux. Et je crois qu'ils peuvent m'apporter ce que je n'ai pas, et inversement ». Alors que sa chaîne YouTube affiche 14,3 milliards de vues, et qu'un nouvel album pourrait bien sortir dans les prochains mois, Maluma s'apprête à faire ses premiers pas d'acteur au cinéma. Ce sera dans le film "Marry Me", où il partagera l'affiche avec Jennifer Lopez et Owen Wilson. Les deux artistes se connaissent bien, ils avaient d'ailleurs partagé un duo sur scène l'an dernier au Madison Square Garden. Ils vont donc s'allier



sur grand écran dans cette comédie romantique où la star Kat Valdez, jouée par J.Lo, se fait quitter juste avant la cérémonie de son mariage par son petit ami le rockstar Bastian (Maluma) et décide alors de se marier avec un fan choisi au hasard, incarné par Owen Wilson. « Nous savions que nous avions besoin de quelqu'un qui comprenait réellement le rôle et qui n'ait pas peur de se tourner en dérision. Il était parfait pour ça » explique aujourd'hui Jennifer Lopez, alors que les deux artistes ont enregistré plusieurs titres pour la bande originale du film "Marry Me". « J'ai fait un album pour ce film, dont toutes les chansons sont inédites, c'est excitant. J'ai fait six à huit chansons, et Maluma en a fait deux ou trois » révélait l'interprète de "Ain't Your

Mama" sur le plateau de l'émission "The Tonight Show Starring Jimmy Fallon" en février dernier. Maluma et JLo ont d'ailleurs publié des photos de leurs sessions en studio. D'ailleurs, le courant est tellement bien passé entre le chanteur de "Hawái" et la bomba latina qu'ils ont donné naissance à deux titres supplémentaires, en marge de la BO du film. « Il y a quelques chansons dans le film, et la vérité c'est que nous avions une alchimie tellement amusante et naturelle que nous voulions en faire plus après le tournage. Et nous l'avons fait. J'ai hâte que vous entendiez tout ça » se réjouit Jennifer Lopez. Pour le moment, aucune date de sortie pour le film n'est annoncée vu la situation actuelle dans le monde. Mais ce sera visiblement en 2021 !

Brèves

Imagine Dragons annonce travailler sur son cinquième album

Imagine Dragons sera bientôt de retour ! Le chanteur Dan Reynolds assure que le groupe prépare actuellement son cinquième album, sur lequel il travaille depuis un an et demi. Depuis la fin de son immense tournée mondiale "Evolve World Tour" en novembre dernier, le groupe de Dan Reynolds s'est fait plutôt discret. Il faut dire que la bande américaine a signé un retour impactant courant 2017 avec son troisième album "Evolve". Emmené par les tubes "Believer" et "Thunder", le disque s'est écoulé à plus de 3 millions d'exemplaires dans le monde, dont plus de 200.000 ventes en France, où le groupe conserve une énorme popularité. Imagine Dragons a d'ailleurs surpris son public en enchaînant à peine 18 mois plus tard, et toujours en pleine tournée mondiale, avec un quatrième album intitulé "Origins". Grâce aux singles "Natural" et "Bad Liar", respectivement certifiés or et platine, la formation a signé un nouveau succès puisque le disque s'est écoulé à plus de 120.000 exemplaires rien qu'en France. Mais Imagine Dragons est déjà en train de réfléchir à la suite et, donc, à son cinquième album. Sur son compte Instagram, le chanteur Dan Reynolds poste un selfie de lui, les cinq doigts de la main bien visibles avec en légende « LP5 sans titre ». S'il reste encore très mystérieux autour de ce nouveau projet, l'interprète de "Birds" avait assuré en mai dernier, travailler depuis longtemps sur de nouvelles chansons. « Nous écrivons depuis un an et demi pour ce nouveau disque. J'ai probablement écrit des idées pour 150-200 démos que j'ai créées à la maison ». Selon Dan Reynolds, le disque pourrait être d'ailleurs auto-produit par le groupe : « Notre second disque était auto-produit pour la grande majorité et c'est l'un de mes albums favoris.

"2.7.0" : Kaaris annonce la sortie de son nouvel album



Kaaris est de retour en pleine forme ! Le rappeur annonce la sortie de son nouvel album "2.7.0" pour le 4 septembre, après les singles "Goulag" et "NRV". Son nouvel album, tout simplement intitulé "2.7.0", sortira le 4 septembre prochain. Il suivra d'un an et demi son dernier opus "Or Noir 3", sorti en janvier 2019 et certifié disque d'or pour plus de 50.000 exemplaires vendus. Le rappeur en a fait l'annonce en partageant une vidéo sur ses réseaux sociaux, où on le voit tour à tour dans une voiture puis dans un bar, entouré de flammes. « Ça va bien se passer, restez branchés » écrit-il sur les réseaux sociaux. Sur la pochette du disque, Kaaris apparaît adossé à un bar en train de fumer un cigare, tandis que le sol prend feu. Ce sixième et nouvel album est-il déjà promis au succès ? Tandis que le précédent single "Goulag" permettait au rappeur de clamer qu'il ne cherchait pas le clash (« Problème avec personne, nous on s'en bat les couilles, on bosse avec tout l'monde »), son nouveau titre "NRV" voit le retour de Kaaris en pleine forme. La chanson a même débüté à la huitième place du Top Singles français cette semaine, signant ainsi le meilleur démarrage des sept derniers jours. Néanmoins, les détails autour de ce nouveau disque restent mystérieux, notamment sur la liste des collaborateurs. Pour rappel, Kaaris a, semble-t-il, été écarté du projet d'album "100% Sevrain", regroupant toutes les stars de la ville de Seine Saint-Denis comme Da Uzi, 13 Block, Maes, Imen Es ou encore Ninho.

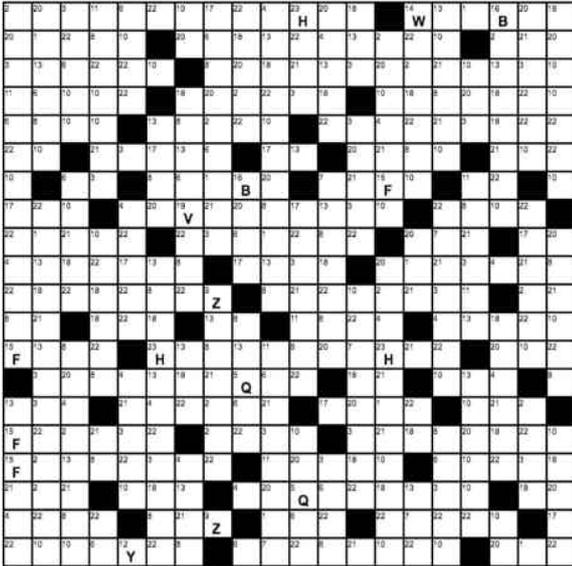
Mika écrit une lettre bouleversante pour ses "frères et soeurs" libanais

Les explosions survenues à Beyrouth le 4 août ont choqué le monde entier. Né dans la capitale du Liban, Mika fait part de son chagrin et de sa colère dans une lettre poignante adressée à ses "frères et soeurs libanais". Né à Beyrouth en 1993, le chanteur britannique Mika s'était ému du sort des conséquences dramatiques de la tragédie sur les réseaux sociaux. Il a livré plus longuement les sentiments de tristesse et de colère qui l'animent dans une lettre traduite en trois langues. Le quotidien libanais L'Orient-Le Jour, le Sunday Times britannique et le journal italien Corriere della Sera. « Mon Liban, Beyrouth, il est tôt ce matin de l'autre côté de la mer Méditerranée, et je me sens à la fois si près et si loin de toi » écrit en préambule l'artiste de 36 ans, « dévasté par l'apocalypse » qui vient de se jouer : « Je ne cesse de regarder sidéré les visages martyrs de mes frères et soeurs. Dans leurs yeux, je devine l'effroi, les larmes.

Des frissons surgissent quand je vois ce blessé évacué sur la lunette arrière d'une vieille voiture, cette jeune fille en sang dans les bras de son père, ces habitants sonnés qui courent dans les rues jonchées de gravats, de vitres brisées, de meubles pulvérisés (...) Je ne cesse d'imaginer le bruit assourdissant des deux déflagrations qui ne quittent plus les Beyrouthins. Les cris des familles endeuillées et des victimes hébétées se mélangent aux sirènes hurlantes des ambulances au coeur de la nuit ». Sous le choc face à ce qu'il considère comme un « chaos », Mika fait part de sa rancoeur devant la situation extrêmement délicate qui touchait le Liban bien avant ces explosions. « Depuis des mois, tu t'enfonçais à nouveau sur le chemin de la nuit. Il y a les divisions, l'écho des conflits à tes frontières, la corruption, l'impuissance de tes dirigeants, la crise monétaire qui a plongé tes familles dans la misère et puis l'épidémie de coronavirus toujours plus viru-

lente. L'insouciance libanaise, ce remède aux drames de l'histoire, laissait place à la colère et la peur. L'angoisse montait chaque jour un peu plus en moi, comme si tes blessures, mes racines que j'ai quittées à l'âge de 1 an et demi me rattrapaient » confie-t-il avec inquiétude. Jusqu'à ce mardi noir où « l'épaisse fumée orangée a noyé le ciel de Beyrouth ». Un cri du coeur qui s'achève par un message d'espoir envers le peuple libanais. « Après l'obscurité viendra l'aube. Je connais ta résilience, ta force, ta solidarité, qui se nourrissent du mélange des cultures, de cette place si particulière à mi-chemin entre le monde arabe et l'Europe. Demain, tu te réveilleras comme tu l'as toujours fait. La musique résonnera à nouveau depuis tes fenêtres, les corps danseront sur tes terrasses, les parfums s'échapperont de tes cuisines » est convaincu Mika, prêt à se tenir à ses côtés : « Je serai là ».

Mots placés N° 23



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
Q Z Y W F B V H

Insolite

Base de défense recherche coiffeur

La base de défense de Cherbourg cherche un coiffeur qui se devra d'exercer aussi bien sur l'École des Fourriers que sur le port militaire.

Même si certains militaires ne sont présents que temporairement, cela représente plusieurs milliers de têtes à raser ou coiffer. Mais attention, cette opportunité n'est pas sans contraintes, car horaires, jours et prix seront imposés.

Pour se faire, un local de 30 mètres carrés sera octroyé par une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), un cadre juridique très spécifique. C'est l'Unité de soutien d'infrastructure de la défense (Usid) de Cherbourg qui gère tout ceci et qu'il faudra donc contacter pour demander conseil.

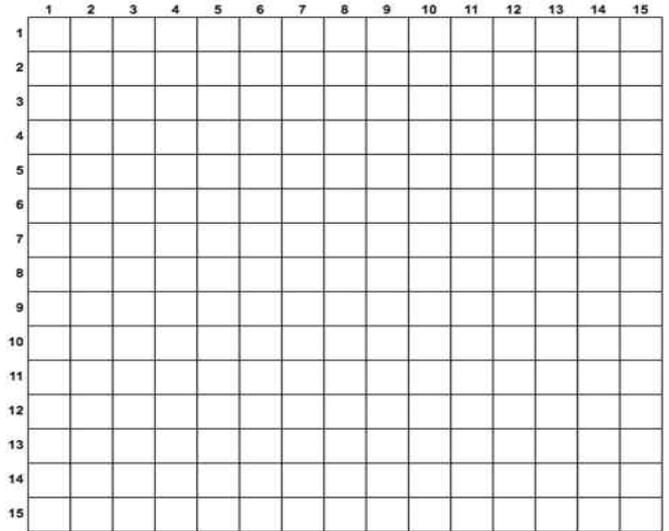
Une coiffeuse déjà en place

L'exploitation du local pourra normalement commencer à compter du 1er janvier 2021, pour une durée fixée à 5 ans. Cependant, Jean-Christophe Olivier, de



l'Usid, donne des précisions : Il y a déjà une coiffeuse. Mais la loi nous oblige à faire une publicité. S'il n'y a pas de réponse, alors elle restera. D'un point de vue administratif, l'avis intégral est à demander avant le 15 août 2020 à l'Usid, qu'il est aussi possible de solliciter pour consulter les plans ou visiter le site. Ceci fait, les dossiers de candidature complets devront être envoyés avant le 15 septembre.

Grille muette N° 23



Horizontalement

- 1 Canular. - Concerto. 2 Cacatoès. - Allocation. - Oiseau.
- 3 Évier. - Envoyer. 4 Oiseau. - Palombe. - Avertissement.
- 5 Jeux Olympiques. - Faire du droit. - Curriculum vitae.
- 6 Niche. - Pinceau. - Lisière. 7 Aristocrate. - Dessiner. 8 Mériter. - Casque-de-Jupiter. 9 Chef. - Couleur. - Doubler. 10 Enflammé. - Agressivité. 11 Radian. - Insatisfait. - Gallium.
- 12 Parcours. - Feuille. - Jarre. 13 Guerrier. - Avaler. - Calendrier. 14 Carnassier. - Soupçonner. 15 Dos. - Se rebeller.

Verticalement

- 1 Raconter. - Détraqué. 2 Cépage. - Mission. 3 Propre. - Faible. - Rayon. 4 Envelopper. - Calumet. 5 Travail. - Monnaie. - Fil.
- 6 Accès. - Canapé. - Satellite. 7 Musique. - Surface. - Arranger. 8 Individu. - Apercevoir. 9 Réel. - Drap. 10 Monnaie. - Citronnier. 11 Patient. - Inverse. - À moitié. 12 Abri. - Bord. - Article. 13 Dénivellement. - Assemble. - Contribution. 14 Labourer. - Aiguillon. 15 Amarrage. - Fondateur.

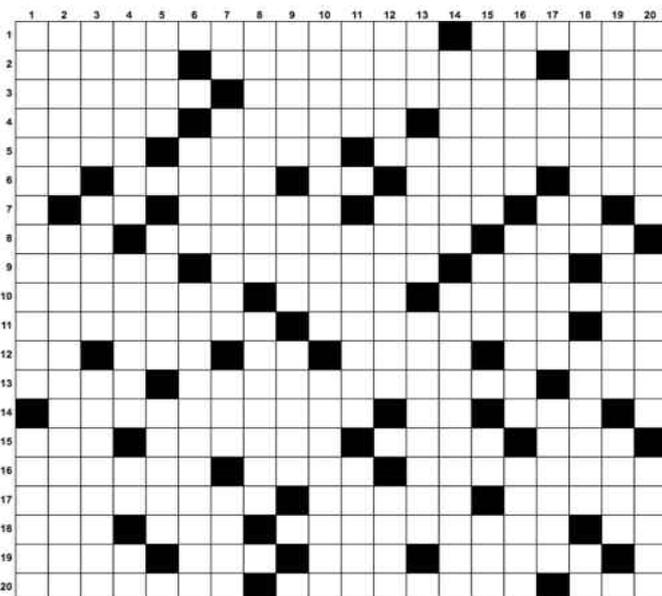
Mots croisés grille N° 25

Horizontalement

- 1 Petits gâteaux secs (3 mots). - Marsupial. 2 Utiles pour la navigation. - Passages obligatoires pour obtenir une bonne conduite (2 mots). - Unit. 3 Attachées. - Rendons plus efficace. 4 Individu quelconque. - Valait 26, 60 kg à Athènes. - Couches. 5 Dissolue en 1991. - Ils bordent l'écu. - Engrossée (en Afrique).
- 6 En matière de. - Adepte d'une religion brahmanique. - Note. - Mélodies. - Baie japonaise. 7 Article. - Danse cubaine. - Nez. - Divinité. 8 Immédiatement. - Censurons un article. - Écossais. 9 Formulée. - Détaille. - Pomme. - Interjection. 10 Département français (3 mots). - Pronom relatif. - Alésier. 11 Écime-rez. - Cépage blanc. - Mesure céleste. 12 Rigolé. - Rivière cerdane. - Richesse. - Européen. - Estimés. 13 Perce. - Art de faire des cadrans solaires. - Résine fétide. 14 Substance qui provoque l'assoupissement. - Symbole. - Pièce de charrie. 15 Jamais vieilli. - Pronom démonstratif. - Exclamation. - Argile. 16 Allure qui tient du chat. - Ville du Pas-de-Calais. - Sels. 17 Ville d'Italie. - Ils protègent du froid. - Éliment. 18 Rivière d'Asie. - Fut instauré sous Laval. - Bavardons. - Possessif. 19 Rivière de France. - Céréale. - (se) Transforme. - Armes. 20 Subir. - Stérilises. - La rendre, c'est mourir.

Verticalement

- 1 Scolopendres (3 mots). - Pièce attenante à la cuisine. 2 Sentiments. - Affectives. 3 Ville de Rhénanie. - En usage. - Ils sont utilisés pour le travail du bois. 4 Petit pain. - Chien d'arrêt. - Symbole. - Sur la Bresle. 5 Écoulée. - Laisnée. - Salles de spectacle. 6 Oder en polonais. - Point d'intersection des hauteurs d'un triangle. 7 Possessif. - Poète en langue d'oïl. - Retranche. - Fibre de noix de coco. 8 Alliage. - Mammifère d'Afrique. 9 Sans mouvement. - Unité de mesure. - Mouvement aux échecs. 10 Département français (3 mots). - Ville du département précédent. 11 Interjection. - Discrédite. - Renvoie. 12 Ce qui est accessoire (2 mots). - Trimbalera. - Nuan-cer. 13 Possessif. - Nabote. - Adjectif numeral. 14 Sensuels. - Ils pratiquent une science occulte. 15 Catégories en boîte. - Camarade. - Conjonction. - Offre publique d'échange. 16 Père d'Horus. - Énoues. - Caractères des anciens alphabets germaniques. 17 Bochimans. - Étranger pour les Latino-Américains. - Risquasse. 18 Pelotonnées. - Implicite. - Formation paramilitaire. 19 Premières-nées. - Magistrats. - Apathique. 20 Comprimés. - Diminuer la surface d'une voile. - Unité de longueur de 600 pieds.





Quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent.
Jean-Paul Sartre
La révolte et le héros d'homme

Anagramme n° 22

A	U	D	A	C	E
J	O	U	T	E	S
B	L	O	U	S	E
R	U	I	N	E	S
G	R	A	N	I	T
T	O	R	T	U	E
F	E	I	N	T	S
E	M	I	G	R	E

Au profit du signé
Fleur le jour des enfants à Noël
Décorer le signé
Essentiel, en famille
Une spécialité culinaire en table et en Service
Une autre spécialité culinaire
Le repas du festin
La première bonne récitation de l'aveugle qui dort

REPORTEZ LES ANAGRAMMES DES MOTS DE LA GRILLE DE GAUCHE DANS LA GRILLE DE DROITE, À L'AIDE DES DÉFINITIONS INDICUÉES.

Sudoku n° 23

8	6						2	3
		3	9		5	1		
1								5
		4	3		7	5		
5								2
		2	8		4	6		
9								7
		6	5		9	2		
2	4						5	9

ça s'est passé un...13 Aout
1937: le Japon envahit Shanghai



Cette invasion de l'armée japonaise se fait par des massacres durant lesquels des milliers de chinois sont tués. Depuis le 8 juillet, la guerre sino-japonaise fait rage à cause de coups de feu échangés entre les chinois et les japonais près de Pékin. Les japonais sont entrés massivement dans les villes et les ports chinois où ils ont attaqué plusieurs personnes (les images de la destruction du port de Shanghai ont perturbé le monde entier). La deuxième guerre mondiale se prépare en Asie suites aux multiples provocations du gouvernement impérial japonais et aux atrocités commises en Chine.

Mots Fléchés N° 22

SOUVERAIN REPRÉSENTANTE	ENGUEULADE LUNETTEUX	BRILLE DE LOIN BICHONNÉ	PLANCHES À DESSIN BAT LE ROI	OISEAU MIGRATEUR TRANSPORT PARISIEN	PLAN D'ÉPARGNE BOISSON DU MATIN
JOUEURS DE BASKET PEINTRE FRANÇAIS				PAREIL RÉCOLTE	
			MÂCHOIRE FATIGUÉE		PLONGÉ
RAT OU SOURIS UN GARS				JOYEUX COUP DE PIED	
	CHANDELLE		DIMINUTIF VALLÉE INONDÉE		
MAL À L'ESTOMAC AUTHENTIQUE				SIGLE EUROPÉEN FÉTARD	EXIGIBLE
		VICTOIRE DE NAPOLEON AVANT LES POISSONS			PARTICULE CROCHET DE BOUCHER
ULTIMATUM	SONGEA EXTORSION DE FONDS			ARÔME COURSES	
			SERVICES NON RENDUS		DÉCHET HUMAIN
PASSAGE LIBRE	PAYS ENSOLEILLÉ TRIBUNAL			ÉLIMINE MALADIE HONTEUSE	
			SENTIR MAMELLE		TONNEAU
SUR LE TAPIS FAISAIT UNE DIÈTE		DISPERSÉ DRAME JAPONAIS			CONIFÈRE DANS
				FIXÉ	
BOÎTE À CRAYONS				SANS TRACE	

Solution Grille muette N° 23

G	A	L	E	J	A	D	E	S	O	N	A	T	E
A	R	A	O	B	O	L	E	P	I	P	I	T	
L	A	V	A	B	O	E	X	P	E	D	I	E	R
E	M	E	U	R	A	M	I	E	R	C	R	I	
J	O	R	E	D	R	E	S	S	E	R	C	V	
E	N	F	E	U	E	N	T	E	O	R	E	E	
R	L	O	R	D	T	A	T	O	U	E	R		
R	V	A	L	O	I	R	N	A	P	E	L	C	
D	O	G	E	V	E	R	T	P	L	I	E	R	
E	C	A	R	L	A	T	E	C	O	L	E	R	E
R	A	D	I	N	A	P	A	I	S	E	G	A	
E	T	A	P	E	P	E	L	T	E	P	O	T	
G	I	N	G	E	R	E	S	S	E	R	O	A	T
L	O	U	P	P	R	E	S	S	E	R	U		
E	N	V	E	R	S	R	E	S	I	S	T	E	R

Solution Sudoku N° 23

8	6	5	7	4	1	9	2	3
4	2	3	9	8	5	1	7	6
1	7	9	2	6	3	4	8	5
6	1	4	3	2	7	5	9	8
5	3	8	1	9	6	7	4	2
7	9	2	8	5	4	6	3	1
9	5	1	4	3	2	8	6	7
3	8	6	5	7	9	2	1	4
2	4	7	6	1	8	3	5	9

Solution Mots croisés N° 24

L	A	N	G	U	E	S	S	E	C	H	A	T	R	O	M	B	A	T
A	M	C	R	S	A	T	O	E	C	O	L	E	C	I	A			
N	O	U	E	S	A	T	I	D	N	A	C	I	S	O	N			
G	U	S	S	E	T	A	L	E	N	T	S	T	R	A	T	E	S	
U	R	S	O	G	L	E	S	E	M	O	C	I	N	T	E			
E	S	I	N	D	O	S	E	D	A	R	E	I	S	E				
D	E	S	C	A	V	A	R	D	O	N	S	C	R	E	S			
F	M	I	E	R	N	U	M	E	R	E	A	P	I	E	S	A		
C	O	T	E	D	O	R	D	O	N	T	A	M	I	N	C	I	A	
E	T	E	T	E	R	E	S	I	E	S	I	N	G	L	I			
N	I	T	O	S	S	R	O	G	R	O	T	E	S					
F	O	R	E	H	O	G	R	A	P	H	E	A	S	E				
N	A	R	C	O	T	T	O	V	E	T	T	S	O	C				
O	N	C	O	L	E	T	O	D	A	M	A	T	E					
F	L	E	S	E	N	E	S	I	N	G	A	T	E					
F	L	O	R	E	N	C	O	A	N	T	S	O	B	E	N	T		
I	L	I	S	T	O	C	A	Q	U	E	C	O	N	S	T	A		
D	E	K	U	E	R	A	M	U	E	R	P	R	E	S				
E	S	S	O	L	E	R	A	P	E	R	S	E	S	A				

Solution Mots Fléchés N° 22

E	B	S	A	S	B	C	P
A	M	I	V	O	T	R	
R	E	N	O	N			
M	E	C					
V	R	A	I	E	N	A	D
O	R	D	R	E	A	C	E
A	C	C	E	S	S	E	
A	K	O	E	P	A	R	I
J	E	U	N	A	I	T	E
T	R	O	U	S			

Un groupe de passeurs clandestins intercepté à El Kala

Quatre passeurs ont été condamnés pour tentative d'immigration clandestine au niveau de la commune d'El Kala dans la wilaya d'El Tarf. Selon des sources locales, quatre individus ont été interpellés à bord d'un véhicule avec une importante somme d'argent en monnaie nationale et en devise, qui a été saisie. Trois des prévenus habitaient El Kala, et le quatrième à El Tarf. Les informations parvenues aux éléments de la Sûreté d'El Kala ont permis aux enquêteurs d'intercepter les mis en cause qui faisaient état de la préparation d'une traversée clandestine de la mer vers la rive nord de la Méditerranée. Le Tribunal d'El Kala a condamné les quatre prévenus à deux ans de prison ferme et 20 000 DA d'amende pour tentative d'immigration clandestine. Pour rappel, l'immigration clandestine a pris de l'ampleur ces derniers mois, même si bon nombre de tentatives ont été appréhendées par les autorités compétentes.

SÛRETÉ D'ALGER

Saisie de plus de 3 300 comprimés de psychotropes

Les éléments de la Police judiciaire, relevant de la circonscription administrative de Bouzareah, ont saisi un kg de cannabis (chira ou kif traité) et plus de 3 300 comprimés de psychotropes. Ils ont arrêté un suspect, a-t-on appris mardi auprès d'une responsable de la sûreté de cette circonscription. Le Commissaire de police, Nadir Boumensora, a indiqué que cette affaire a été traitée suite à l'exploitation d'informa-



tions faisant état d'un individu s'adonnant au trafic de cannabis et de psychotropes au niveau du territoire de compétence. Après d'intenses investigations et la mise en place d'un plan minutieusement étudié, les policiers ont interpellé le suspect, âgé de 30 ans, à bord d'un véhicule de tourisme, en flagrant délit de possession de 3 354 com-

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:29	12:45	16:43	19:42	21:18

Météo

Alger	● 31	Tizi Ouzou	☁ 33
Tiaret	● 32	Béjaïa	● 30
Constantine	● 32	Oran	☁ 30

du trafic de drogues. Après l'achèvement de la procédure légale, le mis en cause a été présenté devant les juridictions territorialement compétentes, indique la même source.

TÉBESSA

Réajustement des horaires du confinement pour six communes

Le ministère de l'Intérieur a annoncé hier l'instauration de nouveaux horaires du confinement partiel à do-

micile pour six communes dans la wilaya de Tébessa et cela pour une durée de 15 jours. Les nouveaux horaires du confinement dans ces communes passeront ainsi de 20h à 05h et ce à partir d'aujourd'hui. Les communes concernées sont celles de Tébessa, Cheria, Bir El Ater, El Aouinet et El Ouenza, affirme un communiqué du ministère de l'Intérieur. Durant cette période de confinement, les autorités annoncent la suspension de toutes les activités, commerciales, économiques et sociales. Le transport des voyageurs et la circulation des véhicules seront aussi suspendus. Cette décision est prise selon la même source en coordination avec les autorités locales suite à l'évolution de la situation de la pandémie du Coronavirus dans ces communes.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

495 nouveaux cas et 11 décès

L'Algérie a enregistré 495 nouveaux cas de coronavirus, ce qui porte à 36 699 le total des contaminations depuis l'apparition de l'épidémie dans le pays en février dernier, selon le dernier bilan publié par le ministère de la Santé hier. Onze nouveaux décès ont été enregistrés, ce qui porte à 1 333 le

nombre de morts causés par la Covid-19, selon la même source. Par ailleurs, 364 nouvelles guérisons ont été enregistrées ces dernières 24 heures, soit un total de 25 627 patients guéris. Enfin, le nombre de patients, actuellement en soins intensifs, s'élève à 53, selon la même source.

WILAYA D'ALGER

Les opérateurs économiques tenus de déclarer leurs dépôts avant fin août

La direction du Commerce de la wilaya d'Alger a appelé à l'ensemble des opérateurs économiques l'obligation de déclarer, avant le 31 août courant, leurs espaces de stockage de produits alimentaires. Dans un communiqué publié mardi sur sa page Facebook, la Direction du commerce de la wilaya d'Alger "rappelle à l'ensemble des opérateurs économiques (importateurs, distributeurs en gros, agriculteurs, artisans et producteurs) l'obligation de déclarer,

avant le 31 août courant, les espaces de stockage des produits alimentaires à travers un formulaire à télécharger sur le site www.dcw.alger.dz et à déposer auprès de l'Inspection régionale dont ils relèvent." Tout espace de stockage non déclaré à la date mentionnée sera considéré comme illégal et expose son propriétaire à la fermeté administrative avec poursuites pénales et saisie des marchandises stockées, a ajouté la Direction locale du commerce.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 personnes décédées et 181 autres blessées en 24 heures

Neuf personnes ont trouvé la mort et 181 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route enregistrés dans différentes wilayas du pays durant les dernières 24 heures, a indiqué hier la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi avec quatre (04) personnes décédées et 06 autres blessées, précise la même source. A noter également, que quatre (4) cas de décès par noyade, en mer et dans des retenues d'eau, ont été enregis-

trés à Skikda, Mascara, Mostaganem et Chlef. Les corps des victimes ont été repêchés par les unités de la Protection civile. Par ailleurs, le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et récoltes a enregistré durant la même période 65 incendies, dont 36 incendies de forêts, 08 incendies de maquis, 21 incendie d'herbes, 07 de récoltes, ayant causé des pertes estimées à 441 ha de forêt, 84 ha de maquis, 213 ha d'herbes, 1600 boîtes de foin, 3402 arbres fruitiers et 300 palmiers.

MEXIQUE

Treize morts et 24 blessés dans un accident de bus

Au moins treize personnes ont perdu la vie et 24 autres ont été blessées dans un accident de bus survenu mardi près de la capitale Mexico, ont annoncé les autorités locales. Les morts sont cinq hommes, cinq femmes et trois mineurs, a précisé à la presse le porte-parole du Service des urgences de l'Etat de Mexico. L'accident s'est produit près de la ville de Toluca, sur l'autoroute reliant Mexico à Jalisco, lorsqu'un bus de transport public s'est renversé au

niveau de la municipalité de Ocoyoacac, relevant de l'Etat du Mexico. Les images obtenues par les médias locaux montrent un bus dont l'avant a été partiellement broyé sous la violence du choc. L'autoroute Mexico-Toluca est l'une des plus fréquentées du pays. De nombreux Mexicains, vivant en périphérie de Mexico, l'empruntent chaque jour pour se rendre au travail dans cette mégapole de plus de 20 millions d'habitants ainsi que de nombreux camions.

TREMBLEMENTS DE TERRE

Google lance un système d'alerte pour smartphones



Google a annoncé hier le lancement d'un dispositif d'alerte aux tremblements de terre pour téléphones portables, équipés du système d'exploitation Android en Californie. Les smartphones recevront des alertes

déclenchées par un système de détection des premiers signes d'un tremblement de terre, nommé "ShakeAlert", mis en place par l'Institut américain d'études géologiques (USGS) et ses partenaires sur la côte ouest. Le système utilise les informations collectées par des centaines de sismographes à travers l'Etat pour activer l'envoi d'alertes signalant qu'un "tremblement de terre a commencé et qu'une secousse est imminente", selon le site du dispositif. "Nous avons vu une opportunité d'utiliser Android pour fournir aux gens des informations

précises et utiles sur les tremblements de terre lorsqu'ils en cherchent et des avertissements de quelques secondes afin qu'ils se mettent en sécurité avec leurs proches, si besoin", a expliqué Marc Stogaitis, ingénieur chez Google, dans un blog. Les utilisateurs de smartphones Android ont aussi la possibilité de participer à un réseau collaboratif de détection des tremblements de terre, car les téléphones sont souvent équipés de petits accéléromètres mesurant les mouvements, capables de détecter les secousses, selon M. Stogaitis.

LAGHOUAT

Trois personnes meurent asphyxiées au monoxyde de carbone

Trois personnes d'une même famille sont décédées mardi soir à Laghouat par asphyxie au monoxyde de carbone dégagé par un chauffe-eau, a-t-on appris hier des services de la Protection civile. Les victimes sont une femme de 41 ans et deux enfants (12 et 14 ans) résidant à la cité des 252-logements, a indiqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile de Laghouat, Walid Nekmouche. Alertés par des membres de la famille des victimes, les éléments de la Protection civile se sont aussitôt rendus sur les lieux, accompagnés d'éléments de la Sûreté nationale et du médecin légiste, a précisé la source ajoutant que les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'Établissement public hospitalier "H'mida-Benadjila" à Laghouat.

MOSTAGANEM

Prolongement des horaires du confinement partiel

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, hier dans un communiqué, le prolongement des horaires de confinement partiel à domicile dans toutes les communes de la wilaya de Mostaganem, de 23h00 à 06h00 et ce, pour une durée de 15 jours, à compter d'aujourd'hui. "Compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya de Mostaganem, le minis-

tère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire tient à informer l'ensemble des citoyens, et après accord des autorités publiques compétentes, qu'il a été procédé au prolongement des horaires du confinement partiel de 23h00 à 06h00 et ce, pour une durée de 15 jours, à compter de ce jeudi 13 août 2020, dans toutes les communes de la wilaya », a indiqué le communiqué.